

S
UFRJ/IEI
TD122

de Federal do Rio de Janeiro

043981-9

INSTITUTO DE ECONOMIA INDUSTRIAL

TEXTO PARA DISCUSSÃO Nº 122
RÉGIME D'ACCUMULATION ET
RAPPORT SALARIAL AU BRÉSIL
- UN PROCESSUS DE FORDISA-
TION FORCÉE ET CONTRARIÉE

Benjamin Coriat
João Saboia

Julho/1987



UNIVERSIDADE FEDERAL DO RIO DE JANEIRO
INSTITUTO DE ECONOMIA INDUSTRIAL



43 - 016418

RÉGIME D'ACCUMULATION ET RAPPORT SALARIAL
AU BRÉSIL - UN PROCESSUS DE FORDISATION
FORCÉE ET CONTRARIÉE

Benjamin Coriat (*)

João Saboia (**)

Julho/1987

(*) Da Universidade de Paris VII.

(**) Pesquisador visitante na Universidade de Paris VII entre março de 1985 e fevereiro de 1987.

FEA-UFRJ
BIBLIOTECA
Data: 4 / 7 / 88
N.º Registro: Fa 925/88
043981-9
NS 98341

S
UFRJ IIEI
TD 122

FICHA CATALOGRÁFICA

Coriat, Benjamin & Saboia, João
Régime d'accumulation et rapport salarial au Brésil - un processus de fordisation forcée et contrariée.- Rio de Janeiro: UFRJ/Instituto de Economia Industrial, 1987.
52 p.: il. - (IEI/UFRJ - Texto para Discussão; n.122)
1. Industrialização - Brasil. 2. Salários - Brasil. 3. Política Salarial - Brasil. I. Título. II. Série

APRESENTAÇÃO

O artigo aqui apresentado foi preparado durante o período em que o autor era pesquisador visitante no Groupe d'Étude et de Recherche sur le Travail, les Techniques et le Développement (GERTTD) da Universidade de Paris VII. Trata-se de um texto preliminar, dirigido principalmente aos leitores franceses. Daí a razão pela qual ele poderá parecer, em algumas passagens, um tanto repetitivo para o leitor brasileiro. A decisão de publicá-lo em sua forma atual se justifica, na medida em que ele ilustra uma tentativa de analisar a economia brasileira sob o enfoque da escola francesa da regulação. Nascida dentro de um contexto de crise nas economias dos países capitalistas centrais, a visão regulacionista tem sido utilizada em estudos da economia dos chamados "novos países industrializados" com resultados estimulantes.

Rio de Janeiro, julho de 1987

João Saboia

REGIME D'ACCUMULATION ET RAPPORT SALARIAL AU BRESIL

(des années 1950 aux années 1980)

-UN PROCESSUS DE FORDISATION FORCEE ET CONTRAIRE-

Benjamin CORIAT

João SABOIA

Table des matières

Introduction	p. 1
I Le processus d'industrialisation : Une vue périodisée	p. 3
1 Les origines : La crise des années 30 et le modèle d'import/substitution	p. 3
2 L'équipement du pays et le premier appel au capital multinational : Le Plano de Metas	p. 6
3 Le coup d'état militaire et le nouveau cours structurel (1962/1967)	p. 6
4 "Le miracle" (1968/1973)	p. 7
5 L'économie à "marche forcée" (1974/1980)	p. 8
6 La récession (1980/1983)	p. 9
7 La reprise et l'avenir (1984/ ...)	p. 11
Notes	p. 13
II Le rapport salarial : Une codification précoce, multiforme et paradoxe	p. 14
1 Le salaire minimum : Une codification qui va favoriser des fluctuations marquées	p. 14
2 La politique salariale : Un discours typiquement fordien mais jamais appliqué	p. 17
3 Caporalisation du syndicalisme et liberté de licenciement	p. 20
4 Marché du travail et formation des revenus	p. 21
Notes	p. 28
III Régime d'accumulation et mode de régulation : Un essai de caractérisation	p. 30
1 Une lecture en sections productives	p. 30
2 Sections productives et rapport salarial	p. 34
3 Une vue d'ensemble : Les formes particulières du bouclage macro-économique	p. 43
Notes	p. 46
Conclusion : L'échec d'une fordisation forcée	p. 48

INTRODUCTION

Pays continent, le Brésil a expérimenté au cours des dernières décennies des taux de croissance industrielle spécialement élevés qui ont souvent attiré sur lui l'attention des observateurs internationaux. Au milieu des années 1970, avant l'entrée dans la récession, le Brésil du "miracle" fut même célébré : parmi les nouveaux pays industriels -NPI- ne fut-il pas l'un des tous premiers et l'un des plus prometteurs ?

C'est à une tentative de réévaluation de l'expérience industrielle brésilienne qu'est consacré cet essai. Précisons d'emblée ses objectifs et ses limites.

1/ Tout d'abord, ses limites

Les données recueillies et traitées se concentrent sur le suivi des performances industrielles et de leur interprétation. C'est dire que, malgré son poids, l'évolution du secteur agricole n'est pas examinée comme tel. Notre sentiment est pourtant -les développements ultérieurs devront le confirmer- que les conclusions macro-économiques qui sont esquissées ne seraient pas substantiellement modifiées après intégration des données du secteur agricole.

La politique monétaire et financière n'est pas non plus systématiquement explorée. On s'est contenté ici des références les plus indispensables à la compréhension des mécanismes analysés et relatifs à la croissance industrielle. Là encore, il nous semble qu'une prise en compte systématique de ces dimensions de l'accumulation ne modifierait pas les caractérisations essentielles auxquelles l'essai parvient.

Pour le reste, les limites sont celles ordinaires aux essais de ce genre et qui tiennent, soit aux insuffisances statistiques, soit aux obstacles propres au traitement de données encore trop partielles ou incomplètes. Des versions ultérieures s'efforceront de combler les lacunes et d'affiner les analyses.

2/ Les objectifs poursuivis

Lassés des caractérisations aussi définitives que peu fondées (le Brésil 140 millions d'habitants, plus de 8 millions de km², classé comme NPI à côté de SINGAPOUR et de HONG KONG ...), les auteurs se sont attachés à commencer à appliquer systématiquement les ressources et les catégories de l'approche de la théorie de la régulation au cas de cette économie complexe que constitue le Brésil. De là, le plan qui correspond aux principaux moments de la réflexion et de l'intégration des données dans l'analyse.

- Une première section est consacrée à une vue périodisée de la croissance industrielle brésilienne.
- Une seconde section a pour objet de mettre en évidence les principaux traits du rapport salarial et les conditions historiques de sa formation.

- Enfin sur la base de ces différentes données, une troisième section propose une première caractérisation en termes de régime d'accumulation de la croissance brésilienne après la deuxième guerre mondiale.

Notre conclusion, toute provisoire, est que s'il y eut au Brésil une tentative de fordisation, celle-ci s'est jusqu'à ce jour traduite par un échec dont les raisons sont localisées et indiquées.

La rédaction de cet essai ne fut pas aisée, et les difficultés à surmonter furent nombreuses. Il ne constitue donc pas un dernier mot mais une première tentative. S'il peut permettre, sur des bases assainies, une discussion féconde sur la nature particulière du régime d'accumulation brésilien et l'énoncé de ses différences par rapport à d'autres régimes d'accumulation analysés dans certains cas nationaux, cet essai aura atteint son objectif.

I LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION : UNE VUE PERIODISÉE

Une croissance rapide, "moderne" et très instable

À considérer les performances d'ensemble de l'économie brésilienne sur trois décennies (1955/1985), plusieurs observations à titre préliminaire s'imposent. Les points clés qu'il faut d'emblée avoir à l'esprit sont les suivants (cf. tableau 1) :

- * D'abord (et malgré la forte récession de 1980/83), la performance d'ensemble est remarquable : 8,2 % de croissance annuelle moyenne sur 30 ans, ce qui, Japon excepté, place le Brésil dans les tous premiers rangs mondiaux en matière de croissance. Au delà de la période dite du "miracle" (qui de fait ne couvre qu'un intervalle de temps réduit) et qui a valu au Brésil l'image qui a été donnée de lui, ces chiffres indiquent une performance de moyen/long termes absolument remarquable, qui a elle seule justifiait qu'on s'y attache.
- * Toujours à un niveau très préliminaire, remarquable est aussi le fait que cette croissance a été assurée par-dessus tout grâce à la performance du secteur des biens durables (13,3 % en moyenne annuelle) et des biens d'équipement (9,1 %). Ces deux secteurs ont bien été "moteur", leurs taux de croissance annuelle restent sans cesse nettement supérieurs à ceux des autres secteurs : biens de consommation non-durables (3,6 %) et bâtiment (4,4 %). Il s'agit donc, non seulement d'un processus d'industrialisation accélérée, mais aussi d'un processus "moderne" en ce qu'il paraît au premier abord fondé sur une articulation biens durables/biens d'équipement que les approches de l'accumulation en termes de régulation désignent comme l'articulation clé des processus d'accumulation proprement fordien.
- * Enfin, si l'on interroge les données, non plus en moyenne annuelle sur trois décennies, mais de manière décomposée, les données par période font apparaître des résultats fortement contrastés : pour s'en tenir au seul indicateur du PIB, celui-ci évolue avec une amplitude hautement inhabituelle. Ainsi, la croissance du PIB passe-t-elle de + 11,0 % dans la période 1967/1973 à - 1,3 % dans celle 1980/1983, soit une fluctuation de 12,3 % sur quelques années.

Pour rendre compte, à la fois, de cette puissance d'ensemble et des modalités spécialement "heurtées" dont elle procède, une analyse par période est indispensable.

1 LES ORIGINES : LA CRISE DES ANNEES 30 ET LE MODELE D'IMPORT/SUBSTITUTION

Si les principales études historiques s'accordent à situer dans la période de la crise des années 30 la formation de la trajectoire qui conduira au processus moderne d'industrialisation brésilien, sur le plan analytique, le débat sur les années 30 a abouti à distinguer assez nettement deux visions qui sont aussi deux thèses différentes.

- La première vision associée notamment aux travaux de C. FORTADO (1), interprète la prime industrialisation comme une réponse et une adaptation

TABLEAU 1 : TAUX DE CROISSANCE (x) DE L'INDUSTRIE ET DU PIB - 1955/1985

(8)

Période	INDUSTRIE MANUFACTURIERE					Industrie du Bâtiment	PIB
	Biens de consommation durables	Biens de consommation non durables	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Total		
1955/1962	23,9	6,6	12,1	26,4	9,8	5,1	7,1
1962/1967	4,1	0,0	5,9	- 2,6	2,6	- 2,8	3,1
1967/1973	26,6	4,9	13,4	18,0	12,7	10,9	11,0
1973/1980	9,3	4,4	8,3	7,4	7,5	8,7	7,0
1980/1983	- 8,1	- 1,3	- 4,5	- 17,3	- 6,2	- 6,6	- 1,3
1983/1985 (xx)	3,4	2,5	8,2	11,9	6,7	ND	6,2
1955/1983	13,3	3,6	8,4	9,1	6,7	4,4	6,2

SOURCE : IBGE et FGV.

(x) Moyennes géométriques.
 (xx) Données provisoires
 ND Non disponible

- 5 -

de l'économie brésilienne à la grande crise des années 30. La thèse est connue dans ses grandes lignes, elle consiste à affirmer qu'avec la chute des prix du café sur le marché mondial ne permettant plus l'achat des biens nécessaires à la reproduction d'ensemble, il ne restait d'autre alternative que de produire localement une partie des biens manufacturiers indispensables. De là, par étapes successives, s'est établi un premier secteur manufacturier qui, dans l'après guerre, servira de base à l'industrialisation

- Une seconde ligne d'interprétation suggérée d'abord par CARDOSO de MELLO (2) va au-delà. Sans nier l'importance du modèle d'import/substitution mis en place dans les années 30, CARDOSO de MELLO s'appuyant sur des données historiques et empiriques antérieures à la crise, insiste sur les conditions particulières qui ont rendu possible "l'adaptation" des années 30, il situe les origines du capital industriel, à la fin du siècle dernier, après l'abolition de l'esclavage. Selon cette interprétation, la période qui va de 1888 à 1933 correspond à la naissance et à la consolidation du capital industriel sur la base du capital "caféier". C'est ce capital déjà investi et accumulé autour des plantations de café et de son traitement qui a créé les conditions particulières susceptibles d'expliquer la forme d'adaptation créatrice de l'économie brésilienne au choc des années 30. La thèse défendue est que, au tournant du siècle, une partie du capital "caféier" s'était déjà élargie et transformée en capital industriel investi notamment dans la production de biens de consommation (textile, biens alimentaires ...) nécessaires à la reproduction d'un salariat en formation et dont l'abolition de l'esclavage va encore accélérer le développement. Parallèlement, il se serait aussi formé un petit noyau de production de biens d'équipement (acier, ciment ...) toujours autour du capital "caféier". La thèse cependant est que cette première industrialisation reste locale et captive en ce qu'elle demeure subordonnée au capital "caféier". En ce sens, il ne s'agit pas encore de grande industrialisation dans l'acception moderne du terme.

A partir des années 30, et jusqu'au milieu des années 50, s'étend une période caractérisée comme étant celle de l'industrialisation nationale restreinte (3). La dynamique de l'accumulation est alors centrée sur l'expansion industrielle, mais l'implantation des biens d'équipement reste limitée. D'abord à cause des difficultés économiques dues à la crise mondiale et à la guerre (thèse dite de "l'étranglement externe"). Aussi, le développement de l'industrie des biens d'équipement exigeait de grands investissements de la part de l'Etat, faute d'une dynamique suffisante du capital privé (thèse dite de "l'étranglement interne"). Ainsi, ce n'est qu'en 1943 qu'est créée la CSN (Compagnie Sidérurgique Nationale). Le secteur pourtant déjà crucial du pétrole devra pour sa part attendre 1952 pour sa mise en place (à travers la Compagnie Nationale PETROBRAS). Pendant cette période cependant, le capital national reste largement insuffisant alors que le capital étranger ne manifeste aucune propension à l'investissement dans les biens lourds ou les infrastructures. Ainsi, l'économie souffrait de points d'étranglement sévères dans tous les équipements de base : transports, communications, énergie. Pour l'essentiel, pendant cette période l'expansion de l'économie s'est finalement concentrée dans l'industrie des biens de consommation (biens durables y compris), les réalisations dans les biens d'équipement restant partielles et limitées.

2 L'EQUIPEMENT DU PAYS ET LE PREMIER APPEL AU CAPITAL MULTINATIONAL : LE "PLANO DE METAS"

C'est donc du "PLANO DE METAS" mis en place par KUBISTCHEK que date la "grande" industrialisation brésilienne. L'idée du "PLANO DE METAS" (4) est complexe : elle articule plusieurs objectifs et dimensions.

Il s'agit d'une part d'assurer, au moyen d'investissements publics, un immense programme d'équipement et d'établissement des infrastructures. Sur cette base, et c'est un autre aspect du plan, l'appel au capital multinational se fait en grand pour qu'il investisse dans le pays afin qu'il y assure la montée du secteur des "biens durables". Enfin, au capital national est réservée l'industrie des biens de consommation non-durables dont on attendait qu'elle bénéficie aussi du développement de la salarisation. Pour le capital national, il y avait également la possibilité de se transformer en fournisseur pour les nouvelles branches installées. Ainsi une certaine division du travail est instaurée entre Etat, entreprises étrangères et entreprises nationales, l'idée étant d'assurer entre elles une certaine complémentarité dans la division du travail. Le gouvernement et l'Etat brésilien financèrent leurs dépenses par de très fortes émissions monétaires ce qui va se traduire par une poussée inflationniste très haute : 24 % par an pendant la période KUBISTCHEK. Les résultats en terme de croissance économique ont cependant été remarquables. Entre 1955 et 1962, la croissance moyenne annuelle de l'industrie des biens d'équipement atteint 26,4 % et celle des biens de consommation durables 23,9 % ; l'industrie de transformation, de son côté, augmente de presque 10 % par an pendant la période. Même l'industrie des biens de consommation non-durables enregistre une croissance significative de 6,6 % par an. Le PIB qui progresse à un taux annuel moyen de 7,1 % durant la période (cf. tableau 1) est ainsi fortement poussé par l'industrie en pleine accélération.

Au total, il convient donc de noter que l'expérience de l'économie brésilienne, pendant la deuxième moitié des années 50, a consisté en un processus bien plus complexe que celui que prétend décrire la thèse de l'import/substitution. Tout particulièrement, la capacité installée pendant la période considérée s'est révélée une réserve précieuse pour les années qui vont au-delà de cette période. Ainsi, la demande fortement réprimée pour les biens de consommation durables atteignait une limite car, simultanément, il n'y avait pas d'institutionnalisation du rapport salarial capable de maintenir une demande soutenue pour les débouchés (5) ; aussi, n'est-il guère surprenant qu'une récession soit survenue à partir de 1963. L'inflation qui grimpait année après année arrivait à 51,3 % en 1962 et 81,3 % en 1963. La croissance du PIB, quant à elle, est passée de 10,3 % en 1961 à 5,3 % en 1962 et à 1,5 % en 1963. Après une période de croissance rapide et de relative euphorie c'est la crise économique et aussi, on le verra, politique qui se présente.

3 LE COUP D'ETAT MILITAIRE ET LE NOUVEAU COURS STRUCTUREL (1962/1967)

C'est par un coup d'état (en 1964) que prend fin l'expérience démocratique de deux décennies qui avait commencé avec la chute de VARGAS et de "l'ESTADO NOVO". Les militaires parvenus au pouvoir vont procéder à des changements drastiques dans tous les grands domaines de la vie

économique -réformes administratives, salariales, financières, fiscales et du régime constitutionnel-.

Le modèle choisi par les militaires était centré sur le développement du secteur des biens de consommation durables. La concentration du revenu étant alors une condition préalable pour son succès. La nouvelle politique salariale va, comme on le verra (cf. section 2), jouer un rôle crucial dans ce processus. Sur le plan économique la performance est toutefois médiocre. La croissance, pendant la période 1962/67, baisse considérablement par rapport à la précédente, le PIB n'augmente que de 3,1 % par an et l'industrie de transformation de 2,6 % par an en moyenne. L'industrie des biens d'équipement subit même une chute au cours des cinq années considérées (cf. tableau 1). L'inflation, à l'occasion de la récession, a cependant pu être contenue, mais ce résultat n'a été obtenu qu'avec une politique anti-ouvrière très dure et à des coûts sociaux immenses. Pour ne prendre qu'un exemple, entre 1964 et 1967, le salaire minimum a chuté de plus de 20 %. La stagnation de l'industrie des biens de consommation non-durables donne de son côté une autre indication de la baisse du pouvoir d'achat dont a souffert l'essentiel de la population salariée.

4 "LE MIRACLE" (1968/1973)

La période qui va du début de 1968 à la fin de 1973 est connue comme celle du "miracle économique". Ce qualificatif, qui est celui de la forte propagande de l'époque de la dictature, s'appuie sur des indicateurs économiques spectaculaires. Le PIB augmente de 11,0 % en moyenne annuelle, l'industrie manufacturière réalisant pour sa part un score encore supérieur : 12,7 %. L'industrie des biens de consommation durables, qui constitue en fait le moteur de l'accumulation pendant la période, atteint des chiffres énormes : 26,6 % en moyenne annuelle. L'industrie des biens d'équipement, qui joue un rôle second au cours de ces années, connaît un très fort taux de croissance ; mais, il faut cependant se souvenir qu'une partie de ce chiffre correspond à des projets pharaoniques dont la construction de la route trans-amazonienne par exemple.

En fait, le modèle économique fortement déséquilibré de cette époque portait les germes de sa propre destruction. Outre des déséquilibres structurels de l'appareil productif, la solvabilisation de la demande pour les biens de consommation durables n'a pu être obtenue qu'à partir d'une torsion très importante dans la distribution des revenus aboutissant à un enrichissement de certaines couches minoritaires au détriment de l'essentiel de la population. Pour affronter ces problèmes de solvabilisation, cette période est aussi caractérisée par un développement intense du crédit à la consommation dirigé non seulement vers les classes moyennes mais aussi, vers certaines composantes ouvrières de manière à favoriser leur accès à une partie des biens durables (6).

Les déséquilibres strictement internes issus des choix qui sont à l'origine du "miracle" étaient suffisamment prononcés pour que se produise l'échec du modèle économique retenu. Un autre élément, de surcroît, est venu s'ajouter et peser de son poids propre : la brutale élévation du prix du pétrole intervenue en 1973. Pour mesurer son impact au Brésil, il faut savoir que le pays importait environ 80 % du pétrole consommé. L'une des conséquences les plus lourdes du "choc pétrolier" de 1973 a été que la balance commerciale, qui se tenait dans les limites d'un déficit acceptable

jusqu'en 1973, a basculé dans un déficit de 4,7 milliards de dollars en 1974 (correspondant à 60 % des exportations). Après six années de boom, c'est la fin du "miracle" !

5 L'ECONOMIE A "MARCHE FORCEE" (1974/1980) (7)

la période qui s'ouvre, après le basculement du "miracle" dans la débâcle, est d'un intérêt tout particulier. A la suite du premier "choc pétrolier", deux possibilités s'offraient à l'économie brésilienne. Devant l'ampleur du déficit externe la tentation était grande de rechercher un ajustement à la manière classique : en provoquant une forte récession et une baisse de la consommation interne de façon à diminuer le niveau des importations et rééquilibrer la balance commerciale. Une deuxième possibilité consistait cependant à essayer de financer le déficit de la balance commerciale au moyen d'un recours encore plus large et systématique à l'endettement externe. L'intérêt d'une telle situation était de laisser au pays une marge pour tenter une adaptation structurelle de son appareil productif sur la base de programmes d'investissements permettant à moyen terme de rééquilibrer les comptes externes. A observer les grands indicateurs économiques de la période, il est clair que le Brésil n'a pas opté pour la première voie : celle de la récession. La croissance du PIB pendant la période s'élève en effet à 7,0 % l'an. De même (nous y reviendrons), il est évident que la structure économique interne a subi de profonds changements. C'est donc la deuxième voie qui, de fait, a été choisie.

Quant à l'appréciation des changements -incontestables- qui sont intervenus dans la structure économique, l'interprétation est ouverte et complexe. La thèse jusqu'ici dominante regardait la stratégie du gouvernement GEISEL comme étant un échec (8). Récemment, cependant, CASTRO et SOUZA ont développé une vision différente et remarquable de cette période mettant à son crédit quelques succès notables. Ils soutiennent en effet que jusqu'en 1979 l'économie brésilienne a suivi un cours qu'ils qualifient de "marche forcée". Son trait central : un programme systématique d'investissements dans le secteur des biens d'équipement -et tout particulièrement dans celui des biens inter-médiaires : énergie, métaux non-ferreux, cellulose, chimie etc ... -, qui aurait abouti à un résultat hautement paradoxal. Dans un premier temps il aurait encore accru l'endettement externe dépendant que, dans un second temps, il aurait créé les conditions pour un rééquilibrage des comptes externes qui ne serait intervenu que plus tard, au milieu des années 80, après la période de montée en production des investissements (9).

Il reste que, malgré les difficultés dans la balance des paiements, l'industrie brésilienne a progressé selon un taux annuel moyen de 7,5 % par an pendant la période 1973/80 : 9,3 % pour les biens de consommation durables, 8,3 % pour les biens intermédiaires, 7,4 % pour les biens d'équipement et 4,4 % pour les biens de consommation non-durables. L'inflation qui s'était située autour de 20 % par an pendant la période du "miracle" a enregistré une forte accélération, d'environ 40 % entre 1973 et 1978, elle passe à 77,2 % en 1979 et atteint 110,2 % en 1980. Cette formidable accélération de l'inflation, à partir de 1979, peut être expliquée par la montée des tensions sociales, l'effet du deuxième "choc pétrolier" ainsi que par la maxi dévaluation du cruzeiro menée par les autorités monétaires brésieliennes en décembre 1979 afin de faciliter

la compétitivité externe. Pendant cette même période, la dette extérieure subit un gonflement gigantesque, elle se multiplie par quatre ! De son côté, le déficit de la balance commerciale, qui avait été presque jugulé, a recommencé à croître à partir de 1979. La politique de "marche forcée", à l'entrée de la décennie 1980, atteignait à son tour ses limites. De nouveaux choix drastiques devaient être effectués. Après une période initiale d'hésitation, le nouveau gouvernement du Président FIGUEIREDO soumis à une pression de plus en plus forte du FMI et des banquiers internationaux se résout à développer une politique récessive. De fait, celle-ci sera d'une formidable ampleur. C'est la plus grande récession de l'histoire récente de l'économie brésilienne.

6 LA RECESSION (1980/1983)

La décision de pratiquer une politique récessive au Brésil est antérieure au moratoire mexicain et à la crise financière internationale qui l'a suivi. Après la montée des taux d'intérêt et la montée des prix du pétrole en 1979, la balance des paiements brésilienne s'est considérablement détériorée. En 1980, le PIB s'est encore accru de 7,2 % mais, dans le même temps, la balance commerciale subissait un déficit de 2,8 milliards de dollars, le montant de l'intérêt de la dette atteignant de son côté 7,5 milliards de dollars. Malgré une très grande pression pour favoriser les industries d'exportation -les exportations augmentent de 32 % pour la seule année 1980-, les déséquilibres externes suivaient une pente qui était intenable.

La récession fut accomplie en deux temps. D'abord en 1981 lorsque, à la suite d'une politique monétaire et budgétaire très restrictive, le PIB a chuté de 1,6 % et la production industrielle de 9,6 %. Ensuite en 1983 lorsque, après les négociations avec le FMI, elle s'est généralisée à toute l'économie. Cette année là (en 1983) le PIB chute de 3,2 % et le PIB par tête de 5,5 % (cf. tableau 2). Il faut noter que c'est l'industrie qui a été le secteur le plus touché par la récession. Pendant la période 1980/1983, l'industrie manufacturière subit une baisse moyenne de 6,2 % et l'industrie du bâtiment une chute annuelle de 6,6 %. L'industrie des biens d'équipement, de son côté, subit un véritable effondrement avec une énorme chute annuelle de 17,3 % pendant la période. Toutes les branches industrielles ont ainsi été atteintes, y compris celle des biens de consommation non-durables.

Résultat, à la fois, de la politique d'ajustement structurel de la période de la "marche forcée" et de l'ajustement par la récession, en 1983, la balance commerciale commence à se rétablir. Une très forte baisse des importations permet de dégager un surplus de 6,5 milliards de dollars, suffisant pour payer une partie importante des 10,3 milliards de dollars d'intérêts de la dette. Le solde a été financé à travers des nouveaux emprunts que le pays obtient grâce à des négociations en fine avec le FMI. Cet ajustement brutal des comptes externes de l'économie n'a pourtant été obtenu qu'au prix d'une très nette détérioration des salaires et du pouvoir d'achat ainsi que d'une montée du sous-emploi et, de nouveau, de l'inflation.

TABLEAU 2 : EVOLUTION DE QUELQUES DONNEES DE L'ECONOMIE BRÉSILIENNE PENDANT LES ANNEES 1980

Années	Taux de croissance du PIB (Industrie) (%)	Taux de croissance du PIB par tête (%)	Taux d'inflation (%)	Formation brute du capital (% du PIB)	Taux de chômage à São Paulo (%)	Proportion de travailleurs urbains dans le secteur formel (%)	Salaires minimum réel à São Paulo (1980=100)	Salaires moyen dans le secteur formel (1980=100)	Exportations (10 ⁹ dollars)	Importations (10 ⁹ dollars)	Dettes extérieures enregistrées (10 ¹⁰ dollars)
1980	7,2 (7,9)	4,6	110,2	22,5	7,2	53,2	100	100	20,1	23,0	53,8
1981	-1,6 (-5,5)	-4,0	95,2	21,2	7,3	50,7	102	105	23,7	22,1	61,4
1982	0,9 (0,6)	-1,5	99,7	21,2	6,0	49,1	107	109	20,2	19,4	69,9
1983	-3,2 (-6,8)	-5,5	211,0	16,9	6,8	45,5	91	96	21,9	15,4	81,3
1984	4,5 (6,0)(x)	2,0(x)	223,8	16,4(x)	6,8	ND	84	ND	27,0	13,9	91,1
1985	8,3 (9,0)(x)	5,7(x)	235,1	16,3(x)	5,0	ND	81	ND	25,6(x)	13,2(x)	95,9

SOURCES : FGV, IBGE, DIEESE, RAIS, CACEX et BANQUE CENTRALE

OBS : (x) Données provisoires

ND Non disponible

7 LA REPRISE ET L'AVENIR 1984/ ...)

Après la drastique récession que nous venons de caractériser, à partir de 1984, l'économie brésilienne retrouve le chemin de la croissance. D'abord elle bénéficiera beaucoup de la croissance nord-américaine : dès 1984, les exportations (principalement dirigées vers les Etats Unis) enregistrent une augmentation de 34 %. En 1985, la nouvelle trajectoire de croissance, cette fois, s'appuiera davantage sur le marché intérieur. Cette période est aussi celle où le pays connaît d'importantes transformations politiques avec l'élection du premier gouvernement civil venant assurer une transition après vingt ans de dictature.

Le passage de la récession à la reprise économique a été rapide. Si la variation du PIB est toujours négative en 1983 (- 3,2 %), dès 1984, l'économie enregistrait une croissance de 4,5 % qui s'élèvera encore pour atteindre plus de 8 % en 1985. Seule l'industrie des biens de consommation (durables et non-durables) a vu son rythme ralentir en 1984 ; en 1985, elle rejoint les autres secteurs sur la pente de croissance forte.

Malgré la reprise, et ceci est remarquable, les importations ont continué à baisser. En 1985, elles se sont fixées à 13,2 milliards de dollars ce qui correspond à 5 % du PIB. Ainsi en 1985, l'économie brésilienne avait dépassé le niveau de production de l'avant récession (1980) mais avec un niveau d'importation beaucoup plus réduit. Tous ces éléments venant conforter l'interprétation faite par CASTRO de la période de l'économie dite de "marche forcée". Le surplus de la balance commerciale, en 1984 et en 1985, a même été suffisant pour payer l'intérêt de la dette extérieure et équilibrer le compte des transactions courantes. Les réserves extérieures ont été reconstituées à un montant de 12 milliards de dollars en 1985. La structure des exportations s'est aussi beaucoup modifiée au cours des dernières années. En 1960, le café représente encore plus de la moitié des exportations et, en 1970, les produits industriels n'en dépassent toujours pas le quart. Aujourd'hui, le rapport s'est complètement renversé : les biens manufacturés correspondent à deux tiers du total des exportations. Durant la deuxième moitié de la décennie 1970 et la première moitié de la décennie 1980, on a pu soutenir que le pays a connu un vrai processus de substitution d'exportations. En 1985, l'exportation se trouve distribuée sur une série de produits largement diversifiée. Le matériel de transport et les équipements mécaniques, par exemple, représentent respectivement 9,1 % et 3,7 % des exportations et le matériel électrique 2,2 % (cf. Tableau 3).

Quant à l'inflation, butoir permanent du processus d'accumulation brésilien, et qui s'était déjà accélérée en 1983 à la suite d'une nouvelle maxi dévaluation du cruzeiro, elle va exploser en 1984 et en 1985, atteignant des taux records supérieurs à 200 % l'an. De surcroît, l'année 1986, se présentait comme devant conduire à une nouvelle augmentation. C'est dans cette situation que le nouveau gouvernement SARNEY s'est orienté dans une direction radicalement nouvelle et drastique ; c'est le fameux "Plan CRUZADO" qui combine réforme monétaire, gel des prix et contrôle des salaires dès mars 1986 (10).

TABLEAU 3 :

DISTRIBUTION DES EXPORTATIONS PAR GROUPE DE PRODUITS - 1960/1985

(8)

Années	PRODUITS PRIMAIRES		PRODUITS INDUSTRIELS						Total produits industriels	
	Café	Total prod. prim.	SEMI MANUFACTURES			MANUFACTURES				
			Matériel de Transport	Machines et Equipement	Matériel Electrique	Chaussures	Jus d'orange	Total manu-fact.		
1960	56,2									
1965	44,3									
1970	35,8	75,7	9,1	0,9	0,6	0,3	0,5	15,2	24,3	
1975	10,8	60,4	9,8	3,0	1,9	1,9	0,9	29,8	39,6	
1980	13,7	43,5	11,7	6,9	2,3	2,0	1,7	44,8	56,5	
1985	10,3	26,2	10,6	3,7	2,2	4,8	2,9	53,2	63,0	

SOURCE : CACEX

- 13 -

Notes de la Section I

- (1) Voir FURTADO C., "Formação Econômica do Brasil", Fundo de Cultura, Rio de Janeiro, 1959.
- (2) Voir CARDOSO DE MELLO, "O Capitalismo Tardio", Brasiliense, São Paulo, 1982.
- (3) Le concept de l'industrialisation restreinte a été développé par J. M. CARDOSO DE MELLO et M. C. TAVARES.
- (4) Pour une discussion sur cette période voir LESSA C., "Quinze Anos de Política Econômica", Boletim Econômico para America Latina, novembre 1964 et TAVARES M. C., "Da Substituição de Importações ao Capitalismo Financeiro", Zahar, Rio de Janeiro, 1972.
- (5) Le rôle du gouvernement était limité à la fixation du salaire minimum. A l'exception des couches moyennes, il n'y avait pas une demande soutenue pour les débouchés de la part des salariés.
- (6) Sur ce sujet voir, par exemple, SABOIA J., "As Causas de Difusão da Posse de Bens de Consumo Duráveis no Brasil", Série Facsimile n° 4, PNPE / IPEA / INPES, Rio de Janeiro, Février 1983.
- (7) On utilise l'expression développée par CASTRO A. B. et SOUZA F. E. P., "A Economia Brasileira em Marcha Forçada", Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1985.
- (8) Voir LESSA C., "Estrategia de Desenvolvimento 1974/1976 - Sonho e Fracasso", texte reéotypé, UFRJ, Rio de Janeiro, 1978.
- (9) Voir CASTRO A. B. et SOUZA F. E. P., 1985, op. cit.
- (10) Nous ne pouvons ici discuter en détail les effets du Plan CRUZADO sur l'économie brésilienne. Notons cependant que la forte relance de la consommation intérieure, qui résulte directement de l'application du Plan, se traduira par la réapparition de difficultés graves en ce qui concerne le dégageant des excédents de la balance commerciale acquis par le paiement de la dette externe. Ces difficultés sont elles-mêmes à l'origine du nouveau cours qu'affirme, en novembre 1986, le dit Plan CRUZADO II. Pour une discussion sur le Plan CRUZADO voir BARROS et SABOIA, Problèmes d'Amérique Latine, n° 81, 3ème trimestre 1986 ainsi que le n° spécial de la revue Tiers Monde, janv/mars 1987, consacré aux Plans argentins et brésiliens.

II LE RAPPORT SALARIAL : UNE CODIFICATION PRECOCE, MULTIFORME ET PARADOXALE

S'agissant du rapport salarial, l'expérience brésilienne est spécialement instructive. D'emblée plusieurs traits s'imposent :

- * Sa précocité. C'est dès les années 30, pendant la période du gouvernement de Getulio VARGAS que des éléments du rapport salarial sont institutionnalisés. A commencer par ce qui s'avérera être un point central de la politique salariale de toute la période considérée : l'instauration du salaire minimum.
- * Sa richesse. Il est en effet frappant de constater la diversité et la multiplicité des domaines où une certaine codification s'est effectuée qu'il s'agisse du salaire minimum, de l'indexation à l'inflation ou à la productivité du travail ou encore pour tout ce qui concerne la pratique du syndicalisme et les diverses lois relatives à l'usage de la force de travail.
- * Son caractère hautement paradoxal. Alors que d'une manière générale, les formes d'institutionnalisation visent à instaurer des "butoirs", des points d'irréversibilité dans l'exploitation du travail, dans le cas du Brésil, au contraire, la forme de codification instaurée va favoriser des manipulations susceptibles d'introduire, de période en période, de fortes amplitudes dans les conditions réelles de formation des revenus salariaux et d'exploitation du travail.

Ces trois caractères peuvent être lus et décrits à travers les éléments clés que sont : l'instauration du salaire minimum (ph. 1), la politique salariale (ph. 2) ainsi que dans deux autres domaines déterminants de l'institutionnalisation du rapport salarial (ph 3) : le syndicalisme et les conditions de mobilité de la main d'oeuvre.

1 LE SALAIRE MINIMUM : UNE CODIFICATION QUI VA FAVORISER DES FLUCTUATIONS MARQUEES

Le Brésil a été l'un des premiers pays du Tiers-Monde à promouvoir une législation concernant le salaire minimum. Celle-ci s'est établie en plusieurs étapes dans le cours des années 30. D'abord en 1934, la notion même de salaire minimum est discutée puis incorporée à la nouvelle constitution. En 1936, c'est la promulgation d'une loi du salaire minimum dont les contenus sont précisés en 1938. Enfin, le 1er mai 1940, le gouvernement de Getulio VARGAS fixe les différents niveaux du salaire minimum valables pour tout le pays.

L'étude de la période de mise en place du salaire minimum est riche d'enseignements. Avant même son établissement, des commissions ont été créées dans les différentes régions du pays pour établir les besoins essentiels de la population, informations qui devaient servir de base à la définition du niveau de salaire minimum. Les commissions étaient paritaires (travailleurs/employeurs) et un recensement particulier à même été opéré pour aider à la fixation du niveau du salaire. Cette longue procédure aboutit finalement à un résultat inattendu. Les quatorze niveaux distincts fixés par VARGAS en 1940 n'arrivaient même pas à la moyenne déjà existante des revenus minimum perçus dans les différentes régions du pays (1). L'un des enseignements de cette période, est donc que l'objectif du gouvernement

n'était pas, en premier lieu, l'augmentation des bas salaires mais tournait autour de l'institutionnalisation du principe même d'un salaire minimum. On a pu aussi soutenir que, davantage qu'un niveau de salaire minimum, l'objectif de l'institutionnalisation était de favoriser la monétarisation de l'économie. Quoi qu'il en soit, il demeure que cette institutionnalisation était ressentie comme une protection contre les possibles dégradations à venir du pouvoir d'achat. Il faut également se souvenir que cette période est celle d'un essor important du secteur des biens de consommation et, il ne fait guère de doute, que la politique de fixation d'un salaire minimum garantissant certaines relations avec le développement de ce secteur.

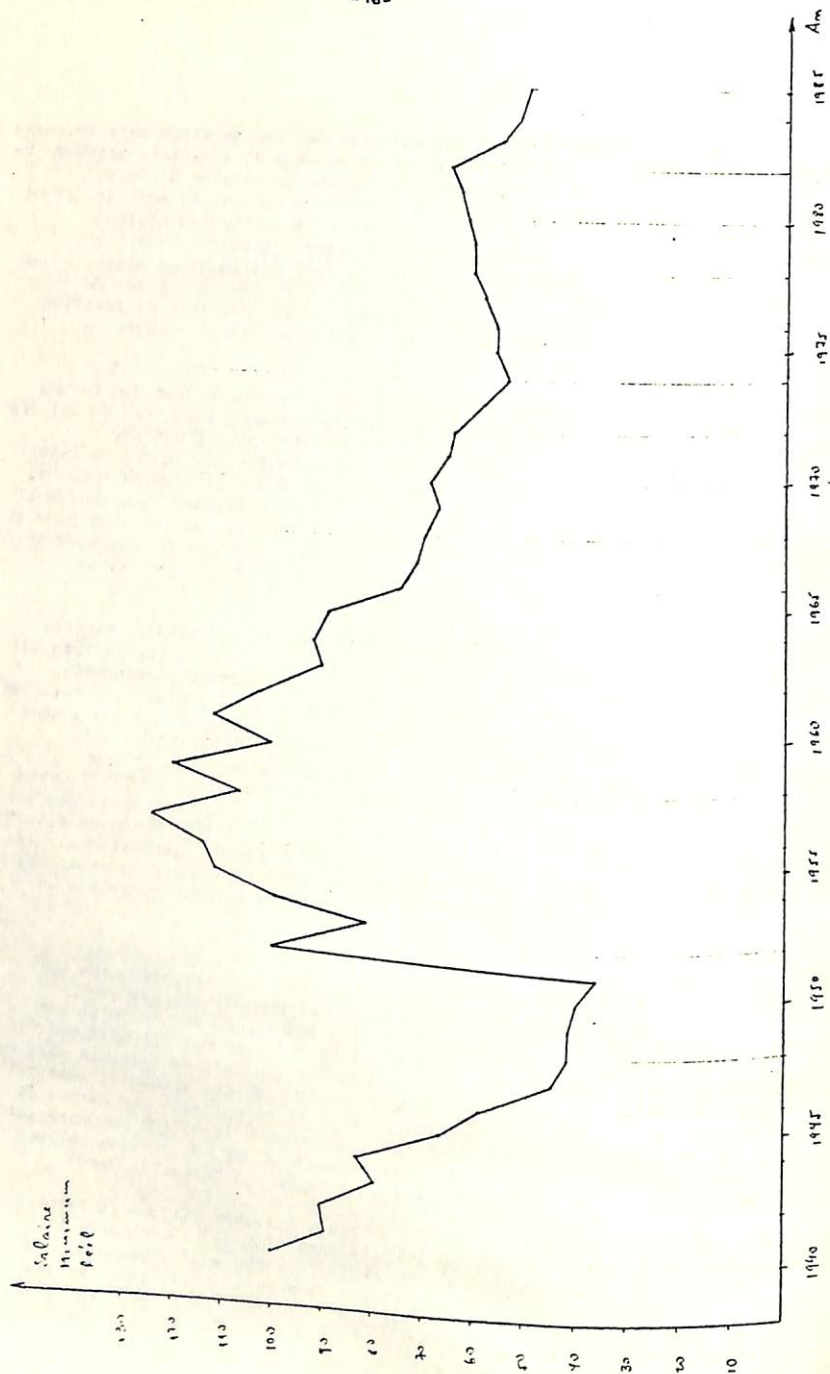
Dans la pratique, toutefois, la loi a évolué suivant des formes qui n'étaient pas attendues. Alors que le réajustement du niveau du salaire minimum devait périodiquement être opéré, en fait, il n'y eut de réajustement qu'une seule fois dans toute la décennie 40. Ce fut en 1943, encore sous VARGAS. Après la chute de "l'Estado novo" et avec la venue au pouvoir du Président conservateur DUTRA, le salaire minimum, non seulement ne sera pas réajusté, mais, compte tenu de l'inflation, va voir son pouvoir d'achat réel s'effondrer au point de ne plus être aucunement représentatif du niveau des salaires minimum effectivement perçus dans les régions urbaines et ce dès la fin des années 40.

Lorsque Getulio VARGAS revient au pouvoir en 1951, le salaire minimum était ainsi réduit à moins de 40 % de sa valeur réelle de 1940 (2). VARGAS va le réajuster en décembre 1951, ce qui le mettra à un niveau comparable à celui de l'époque de sa mise en place. La période qui suit, et qui s'étend jusqu'au coup d'état militaire de 1964, correspond aux années les plus favorables de l'évolution du salaire minimum au Brésil (cf. graphique 1). Il a depuis été réajusté à plusieurs reprises et les réajustements deviendront annuels à partir du gouvernement GOULART. Cette période de réajustements réguliers, dans la deuxième moitié des années 50, correspond, il convient de s'en souvenir, à la période du "Plano de Metas". Le président KUBITSCHEK cohérent avec son plan d'industrialisation du pays a procédé à des augmentations réelles du salaire minimum et, ce en accord avec les besoins de la croissance économique ; les effets pro-cycliques de cette politique sont incontestables.

Après le coup d'état de 1964, le salaire minimum suit au contraire une politique de compression drastique sous l'instigation du gouvernement militaire. Le salaire minimum, en pouvoir d'achat réel, décroît ainsi régulièrement jusqu'au milieu des années 70. Le point est remarquable : ainsi qu'on l'a indiqué, il continue de décroître jusque pendant la période dite du "miracle économique". Ainsi, en 1974, le salaire minimum à São Paulo était ramené à moins de 60 % de son niveau de 1964. Il ne récupérera une partie de son pouvoir d'achat qu'au début des années 80 pour de nouveau chuter parallèlement au processus d'inflation explosif qui commence à se développer pendant cette période. Ainsi, de nouveau en 1985, le salaire minimum ne vaut plus que la moitié de son niveau de 1940.

Il peut paraître incompréhensible à première vue que le salaire minimum puisse avoir subi une telle chute cependant que l'économie brésilienne elle-même montrait une si forte tendance à la croissance. De fait, cette politique de réduction du salaire minimum n'est que l'un des volets d'une politique plus globale et dont l'autre aspect, principal, a consisté à favoriser une immense concentration du revenu qui est sans doute l'une des caractéristiques centrales du processus d'accumulation

Source Minimum Réel à São Paulo - 1940/1988.
(1940 = 100)



Source : DIEESE

brésilien. Cette concentration des revenus, commencée dans les années 60, apparaît à l'analyse comme l'une des conditions préalables du "miracle économique". Une mesure de ce processus de torsion dans la distribution des revenus peut être prise rapidement en consultant quelques statistiques (cf. tableau 4). Ainsi, si en 1960, les 10 % les plus riches de la population active percevaient 39,6 % du revenu, en 1970, leur participation est montée à 46,7 % et, en 1980, 50,9 %. Les 1 % les plus riches sont eux-mêmes passés de 11,9 % en 1960 à 16,9 % en 1980. Pendant cette période, au contraire, les 50 % les plus pauvres ont vu leur part du revenu national diminuer de 17,4 % à 12,6 %.

Il convient de préciser, cependant, que malgré le rôle important tenu dans les processus de différenciation et d'augmentation des inégalités sociales, le salaire minimum n'a été que l'un des instruments mis en place. Ceci s'explique, en particulier, si l'on se réfère aux caractéristiques propres du marché du travail brésilien où le secteur informel est très important. On reviendra sur ce point dans le cours même de cette section. Notons seulement ici que plus de 40 % de la population dotée d'un emploi ne percevait, mensuellement au maximum, qu'un salaire minimum au début des années 80 et que presque 20 % ne dépassait pas un demi salaire minimum. Pour finir, il faut encore ajouter que le salaire minimum a dû attendre jusqu'à 1983 pour voir son unification nationale. La réforme monétaire du Plan CRUZADO l'a elle même gelé à un niveau très bas -environ 400 FF par mois (3).

Ainsi, de cette brève présentation, il se dégage quelques traits particuliers concernant l'institutionnalisation du salaire minimum :

- Tout d'abord, il faut constater que l'intention originelle qui avait présidé à son établissement, le définissant comme minimum vital, n'a nullement été respecté. Et ce, à s'en tenir même à la seule discussion de minimum vital "individuel" qui était à son origine (4).
- Au delà, bien que son réajustement ait été formellement prévu (rattrapage tous les 3 ans selon les termes de la loi de 1938), celui-ci n'a pas été pratiqué. Ceci explique la forte fluctuation du pouvoir d'achat réel auquel un même salaire minimum donnera accès, à différentes périodes de l'histoire brésilienne.
- Enfin, un autre trait doit être signalé, c'est l'importance qu'il tient pour la détermination du niveau de vie de catégories très larges de la population compte tenu du rôle de référence qu'il joue, non seulement sur le marché formel, mais aussi sur le marché du travail informel (ce point sera développé plus tard).

2 LA POLITIQUE SALARIALE : UN DISCOURS TYPIQUEMENT FORDIEN ... MAIS JAMAIS APPLIQUÉ

Dans ce paragraphe, nous nous concentrerons sur la politique salariale telle qu'elle est menée à partir du coup d'état militaire ; car, c'est à partir de cette période qu'elle commence à jouer un rôle central comme instrument gouvernemental de régulation.

Au départ, et suivant le Plan d'action économique du gouvernement CASTELO BRANCO (premier gouvernement de la dictature en 1964), les salaires

TABLÉAU 4 : DISTRIBUTION DU REVENU DE LA POPULATION ACTIVE - 1960/1980

(%)

Pourcentage de la Population	Pourcentage du Revenu		
	1960	1970	1980
20 % moins riches	3,9	3,4	2,8
50 % moins riches	17,4	14,9	12,6
10 % plus riches	39,6	46,7	50,9
5 % plus riches	28,3	34,1	37,9
1 % plus riches	11,9	14,7	16,9
Total	100	100	100

SOURCE : IBGE

devaient être indexés à l'inflation et, en même temps, être établis dans un rapport étroit avec les gains de productivité. Ce principe fut même institutionnalisé à partir de 1965. A première vue, il s'agit là du modèle même de rapport salarial de type "fordien" qui, à la même période, s'est développé dans les grands pays industrialisés. Son application dans le cas du Brésil conduisit cependant à une vision entièrement distincte de ce que pouvait être sa compréhension au moment de son établissement.

* D'abord, les liens avec les gains de productivité ne furent jamais incorporés dans la détermination réelle du niveau des salaires. A cela plusieurs raisons, outre le choix général du modèle de concentration des revenus qui fut rapidement fait par les militaires, il faut aussi ajouter la politique anti-syndicale et anti-ouvrière drastique qui fut mise en place par la dictature. Les syndicats étant dument contrôlés dans une logique corporative et policière aucune négociation véritable ne pouvait se dérouler sur les salaires. De plus, les réajustements salariaux annuels s'effectuaient chaque mois sur un indice qui devait être appliqué à tous les salaires. La pratique des militaires au pouvoir consistait à annoncer un indice qui ne correspondait qu'à une prévision d'inflation future et qui, dans la réalité, s'est toujours montrée inférieure à l'inflation réelle. Ainsi, ni l'inflation, ni les gains de productivité, n'étaient véritablement incorporés aux salaires, et ce tout particulièrement au cours de la période dite du "miracle économique". Malgré quelques modifications en 1968, la politique salariale est restée pratiquement inchangée jusqu'en 1979. Ces effets à la baisse sur la salaire ont été drastiques (5).

* A partir de la deuxième moitié des années 70, une inflexion commença à se manifester. A son origine, il y a tout d'abord la réanimation et la réorganisation des syndicats qui, petit à petit, ont pu de nouveau développer d'importants mouvements revendicatifs. Ceci se manifesta largement dans les grandes luttes des métallurgistes de la période 1977/79. La politique salariale instaurée par le gouvernement militaire sera finalement conduite à l'échec.

Le nouveau gouvernement du Général FIGUEIREDO proposera une nouvelle formule pour les réajustements salariaux qui sera adoptée à partir de novembre 1979 (6). Selon cette politique, les salaires devaient désormais être ajustés tous les six mois avec une indexation différenciée suivant le niveau salarial. Les plus bas salaires (jusqu'à 3 salaires minima) devaient être augmentés dans une proportion supérieure (de 10 %) à celle de l'inflation ; pour les plus hauts salaires, l'indexation serait partielle et décroissante au fur et à mesure que l'on monterait dans les niveaux les plus élevés de rémunération. L'idée était d'introduire un mécanisme de redistribution entre salariés. A l'origine de cette nouvelle politique salariale trois éléments. Tout d'abord, l'explosion de l'inflation rendait urgente une politique d'indexation qui soit effectivement pratiquée sous peine de réduire à rien le revenu réel des salariés. Ensuite, après la phase de torsion dans la distribution des revenus, il devenait également urgent de protéger et de rétablir un minimum de pouvoir d'achat des catégories les plus basses. Enfin, la loi prévoit un certain niveau de régulation locale des salaires ; leur augmentation devant être l'objet de négociations entre syndicats et patronat sur la base de la productivité de chaque secteur. Après une longue période de stérilisation ou de non application, au tournant de la décennie 80, l'idée d'un salaire qui soit doublement lié à l'inflation d'une part et à la productivité d'autre part, recommençait à se faire jour.

La ne s'arrête pas cependant l'histoire mouvementée de la politique salariale au Brésil. Dès 1983, celle-ci fut à nouveau complètement bouleversée. A la base de ce bouleversement, les négociations avec le FMI La solution adoptée fin 1983, élimine l'idée de réajustements supérieurs à l'inflation pour les bas salaires (7).

A partir de 1984, avec le retour à une certaine vie démocratique due à l'élection de Tacerdo NEVES et le retour à la croissance, un fort mouvement revendicatif s'est développé dans tout le pays ce qui a rendu possible des négociations salariales plus favorables que celles prévues dans les dispositions restrictives de 1983. De nouveau, cependant, le plan CRUZADO de mars 1986 a gelé les salaires à un niveau correspondant à celui des six derniers mois avant le plan. Les salaires sont désormais objet de négociations une fois l'an. Les correctifs apportés consistent à prévoir, qu'en cas d'une inflation supérieure à 20 %, automatiquement une échelle mobile est déclenchée permettant leur réajustement sur l'inflation. Pour le reste, l'indexation automatique est partielle, elle est de 60 % par rapport à l'inflation.

Au total, l'histoire économique brésilienne se présente donc comme une longue marche vers l'indexation institutionnelle, maintes fois promise ou revendiquée, mais non réalisée. Elle apparaît, finalement, en fin de période partielle et conditionnelle.

Cette marche difficile est à mettre en rapport direct avec d'autres éléments clés de la codification du rapport salarial. Tout particulièrement, celles qui ont été faites du syndicalisme et, plus précisément, du droit au travail. La corporatisation du syndicalisme, l'interdiction de son expression libre, sont pour beaucoup dans l'explication des évolutions suivies par la politique salariale au Brésil.

3 CAPORALISATION DU SYNDICALISME ET LIBERTÉ DE LICENCIER

Dans ce domaine encore, une caractéristique frappante de la législation du travail au Brésil est qu'elle se présente comme fortement codifiée pour ensuite révéler à l'usage des amplitudes considérables dans son application. Pour saisir ce trait, il faut se référer à l'histoire économique et politique du pays. La législation a aujourd'hui encore pour origine les lois promulguées par VARGAS à l'époque de la dictature de l'ESTADO NOVO. Depuis, la législation a certes été modifiée plusieurs fois par des gouvernements dictatoriaux ou populistes, mais ses caractéristiques centrales n'ont guère, jusqu'à la période récente, été véritablement transformées. Deux aspects fondamentaux de la législation du travail - les syndicats et le droit au licenciement - permettent de procéder au repérage de l'état des choses.

1° La législation syndicale

Avant l'installation de l'ESTADO NOVO, la législation syndicale était d'inspiration plutôt libérale. Il y avait, en effet, autonomie et pluralisme syndical. L'unification et le contrôle direct des syndicats par l'Etat ne sont intervenus que sous le gouvernement VARGAS. Ce contrôle était exercé de plusieurs façons. D'abord, politiquement par un processus de cooptation des dirigeants syndicaux mené sous la direction du Ministère du Travail. Ensuite, économiquement à partir de l'instauration de "l'impôt syndical" qui prévoyait notamment le prélèvement automatique des

cotisations syndicales, source principale de revenus pour le syndicat. Enfin, en cas de débordement de ce système, une législation d'exception permettait de casser les syndicats hétérodoxes et d'y instaurer la discipline souhaitée par le Ministère du Travail.

De fait, l'unicité syndicale persiste jusqu'à aujourd'hui. Les salariés n'ont toujours pas le droit de choisir librement leur syndicat et sont représentés dans les négociations avec le patronat par le syndicat unique de leur entreprise. La cotisation syndicale est toujours déduite autoritairement et obligatoirement de leur salaire. De plus, le droit de grève est très sévèrement limité ; il est pratiquement impossible de faire grève si l'on s'en tient aux procédures légales. Il y a donc une institutionnalisation très rigide permettant un contrôle et une "caporalisation" très étroite du mouvement syndical.

2° La liberté de licencier

Dans le cas du droit au licenciement (ou si l'on préfère à la stabilité de l'emploi), la pratique brésilienne fait, ici encore, apparaître une forte spécificité. Le gouvernement de Getulio VARGAS avait garanti un quasi droit à l'emploi pour tout salarié après dix ans d'activité dans la même entreprise. Ce système avait été introduit dans l'idée, par-dessus tout, de protéger les travailleurs les plus âgés des licenciements abusifs (8).

L'une des innovations centrales introduites par les militaires fut de briser complètement cette loi de stabilité après leur prise du pouvoir en 1964. Au contraire, ils donnent aux entrepreneurs le libre droit de licenciement. Pour se faire, est aussi créé un fonds permettant une certaine indemnisation des salariés en cas de licenciement injustifié (9). Le résultat de ce système est un niveau de rotation et de turnover de la main d'œuvre exceptionnellement élevé ; par exemple, au début des années 1980, un salarié sur deux changeait d'emploi chaque année (10). Ce n'est qu'en 1986, que le nouveau gouvernement civil a créé l'assurance chômage. Son application reste cependant très limitée (11).

4. MARCHE DU TRAVAIL ET FORMATION DES REVENUS SALARIAUX

Pratiquement, l'ensemble des caractéristiques que l'on vient à grands traits de présenter, a contribué à structurer un marché du travail et des mécanismes de formation des salaires hautement remarquables. Le point central est ici constitué (à s'en tenir aux seuls marchés industriels et urbains) par la formation parallèlement au marché "formel" du travail d'un immense secteur "informel" (12). Les deux secteurs entretenant l'un avec l'autre des rapports étroits.

1° Sur le marché formel : des évolutions fortement contrastées suivant les catégories de revenus.

Avant d'entrer dans l'analyse des évolutions constatées, deux petites précisions de méthode sont nécessaires. Ceci, afin d'indiquer que par commodité le point de départ du repérage effectué sera constitué par le début des années soixante qui marque la fin de la période d'industrialisation lourde. L'attention est concentrée sur l'industrie étant donné le

rôle central qu'elle a tenu dans l'ensemble du processus de croissance brésilien au cours des 25 dernières années. Par ailleurs, la difficulté de construction d'une série longue de productivité dans l'industrie manufacturière nous a conduit à employer le PIB par tête comme indice de productivité ; ce qui, certainement, sous-estime la croissance de la productivité industrielle proprement dite (13).

Si on compare l'évolution du salaire moyen dans l'industrie avec la productivité (définie comme nous venons de la dire par un indicateur de type PIB par tête), les quelques enseignements suivants peuvent être tirés (14). Jusqu'au début des années 70, les deux variables (salaires et productivité) montrent une évolution absolument parallèle. L'écart entre productivité et salaire devient positif à partir de 1971 et augmente jusqu'en 1980. Cette tendance s'inverse pendant la récession de 1980 à 1983 quand la productivité et le salaire moyen tombent et se rapprochent l'un de l'autre. On peut donc affirmer que, en dépit de l'évolution - à la baisse - du salaire minimum, le salaire moyen dans l'industrie a enregistré une croissance relativement forte dans les vingt dernières années, une partie de l'augmentation de la productivité ayant, de fait, été incorporée aux salaires.

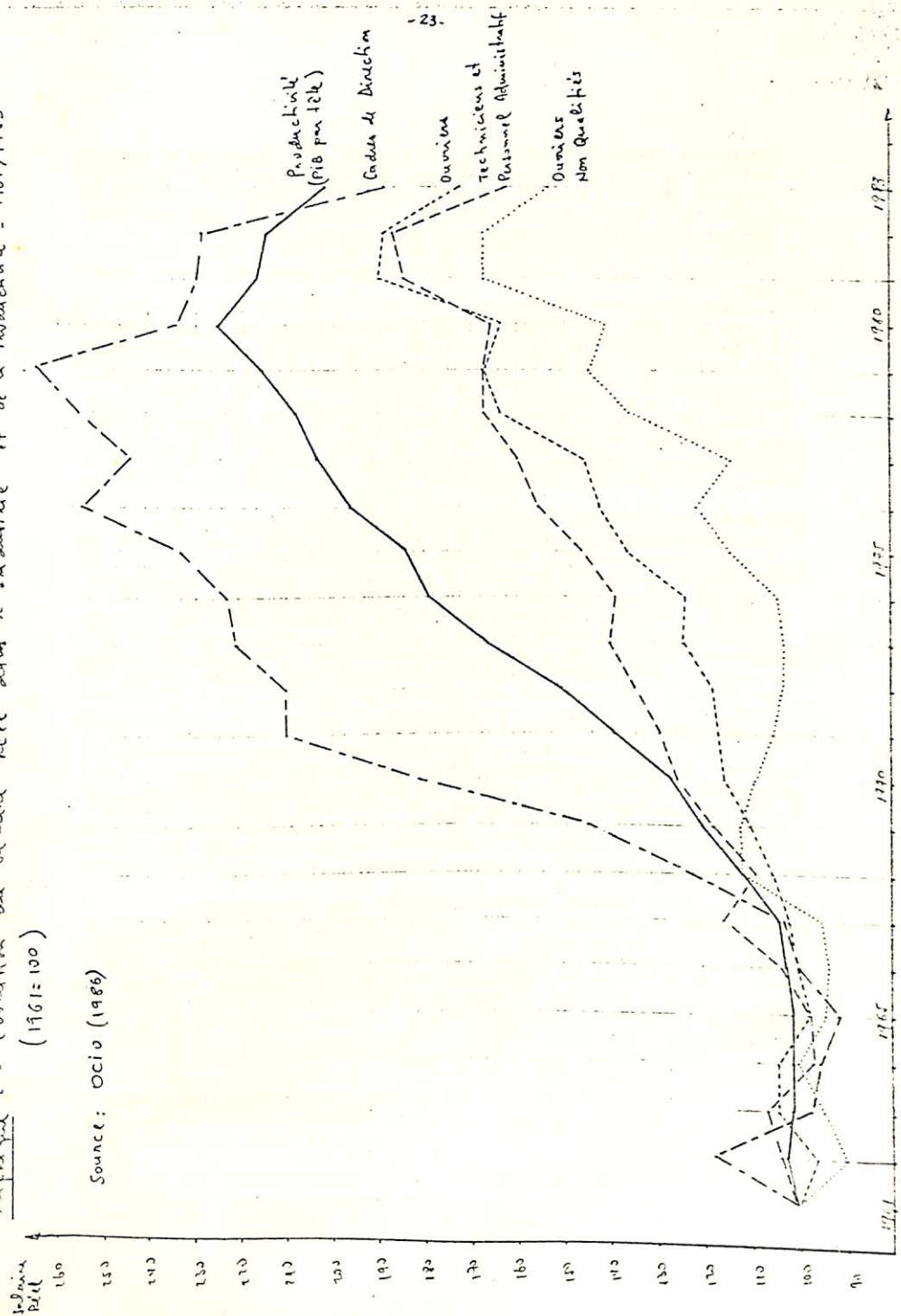
Les conclusions cependant se modifient si l'on considère les différentes catégories de travailleurs : cadres de direction, personnels technicien et administratif (qualifiés et non qualifiés).

Dans les trois cas, les salaires montrent une stabilité jusqu'en 1967 quand l'économie était en récession et que la productivité était stagnante. Avec l'essor du "miracle économique", la productivité augmente considérablement et le comportement des salaires, de son côté, connaît une énorme différenciation. D'un côté, les salaires de la catégorie "cadres de direction" ont plus que doublé entre 1967 et 1973. D'un autre côté, pour ce qui concerne les "personnels technicien et administratif", les salaires ont évolué en dessous de la productivité. Enfin, la catégorie "ouvriers" est celle qui subit le plus dur désavantage avec un écart énorme entre la croissance des salaires et celle de la productivité. Dans le cas des ouvriers non qualifiés, le niveau des salaires en 1973 est comparable à celui de 1961 (cf. graphique 2). Comme ces statistiques en attestent, les grands bénéficiaires du "miracle économique" ont été les "cadres dirigeants" et, partiellement, les "cadres moyens" (notamment les techniciens). A l'opposé, le "miracle" s'est accompagné d'une exploitation très dure des différentes catégories ouvrières.

La période de croissance forcée de l'économie brésilienne, qui commence à la fin du "miracle" et se prolonge jusqu'en 1980, présente une situation plus équilibrée. Les différents salaires augmentent avec la productivité mais les salaires des "ouvriers" montrent un rythme de croissance plus élevé au point de rattraper partiellement les "personnels technicien et administratif". Cette situation plus favorable pour les salaires "ouvriers", vers la fin des années 1970, est liée directement à la montée de l'activité syndicale qui a mis en échec la politique salariale projetée par le gouvernement.

La situation change à partir de 1980. Il faut ici prendre en considération plusieurs aspects. D'abord, les modifications de la politique salariale elle-même, ensuite, l'accélération très haute de l'inflation caractérisant cette période et, enfin, l'entrée de l'économie en récession

Graphique 2 - Evolution du Salaire Réel dans l'Industrie et de la Productivité - 1961/1983



Source: OCIO (1986)

dès 1981. Pour l'ensemble de la période on assiste à l'arrêt de la tendance à la hausse des salaires. Dans le cas des "cadres de direction", la chute commence en 1980 et s'accroît en 1983. Pour les "personnels technicien et administratif" ainsi que pour les "ouvriers", les salaires sont stabilisés en 1981 et 1982 pour subir une chute notable ensuite (15).

Ainsi et pour conclure, deux grandes observations peuvent être faites :

- 1 Durant les vingt cinq dernières années, le trait marquant reste celui de l'augmentation des inégalités salariales. Les gains de productivité ne sont transférés que très partiellement dans les salaires et de manière très inégale suivant les catégories concernées. En fin de période, cependant, les inégalités ont tendance à se resserrer, mais sur la base d'un éventail exceptionnellement ouvert. Ainsi selon OCIO (16), en 1981, les ouvriers non-qualifiés percevaient environ 2,5 salaires minimum par mois, les ouvriers qualifiés 7, le personnel administratif 6, les techniciens 11 et les cadres de direction 40 salaires minimum en moyenne.
 - 2 Il faut aussi remarquer que la politique salariale a joué un rôle différent suivant les catégories considérées : Pour les basses catégories (ouvriers manœuvres), la référence constante -utilisée par les pouvoirs publics ou les entreprises dans les négociations salariales annuelles- à un salaire minimum dont la chute quasi continue a joué un rôle non négligeable, même si le revenu réel de quelques sous catégories a connu une certaine augmentation, incorporant de fait une partie des gains de productivité. Dans le cas des plus hautes catégories -cadres de direction notamment- les salaires ont subi une évolution plus "libre". Là, les évolutions de salaires sont même plus que proportionnelles à la croissance de la productivité et ce, pendant une partie essentielle de la période considérée.
- A côté du marché formel du travail - ou pour mieux dire profondément mêlé et intégré à lui-, sur le marché informel les évolutions observables sont nettement différentes.

2. Le secteur informel : un rôle complémentaire clé

Avant d'entrer dans l'analyse des mécanismes propres au fonctionnement du secteur informel, une précision de définition doit d'abord être clarifiée et qui a trait au repérage et à la caractérisation de ce secteur. Souvent délicate, cette caractérisation peut dans le cas brésilien être effectuée d'une manière relativement claire et tranchée. Une façon efficace de procéder, et que l'on a retenue ici, consiste à distinguer les deux grands marchés à partir du critère de la détention, par les travailleurs qui y sont occupés, de la carte de travail formellement délivrée par le Ministère du travail (17).

Sur cette base, et au delà, on dira que dans le secteur formel les relations entre agents sont typiquement capitalistes. Il y a, en effet, nette séparation entre capital et travail, le revenu des travailleurs est le salaire tel qu'il est fixé par un contrat de travail. Le niveau d'emploi dans le secteur formel est directement lié au niveau d'activité. A côté de ce secteur formel, existe donc un important secteur informel dont les contours peuvent être approchés de la manière suivante. Pour fixer les

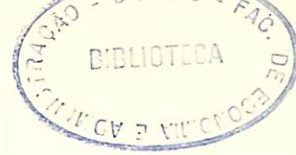
choses, on dira qu'il est constitué par des organisations non clairement capitalistes où la séparation entre capital et travail n'est pas nette, voire même n'est pas prononcée. Les agents intervenant dans ce secteur, lorsqu'ils perçoivent des revenus monétaires, ce qui est généralement le cas, ne les perçoivent que de façon irrégulière et en l'absence de tout contrat de travail. La forme type d'activité y est le travail autonome ou le "travail au noir".

Si les deux secteurs doivent être soigneusement distingués, il y a cependant une forte liaison entre eux. En période de croissance économique, il y a transfert de main d'oeuvre du secteur informel vers le secteur formel. En cas de récession, c'est le mouvement opposé que l'on observe avec un élargissement du secteur informel (Cf. section III où ces mécanismes seront analysés en détail). L'absence d'un système de sécurité sociale véritable fait que le chômage est vécu par les agents comme ne pouvant qu'être transitoire. Un refuge dans le marché informel est recherché de manière spécialement active. Ce qui explique que, même pendant les périodes de récession, le taux de chômage reste statistiquement faible.

Sur le plan quantitatif, l'importance du secteur informel dans l'absorption de la main d'oeuvre excédentaire peut être appréciée à travers les données du tableau 5. Si on considère comme typique du secteur informel, les salariés sans carte de travail, les travailleurs indépendants et les travailleurs non rémunérés (18), on constate qu'ils représentent presque les 2/3 de la population active du pays, pratiquement la totalité dans l'agriculture, la moitié dans les régions urbaines et 45 % de la population active de l'Etat de Sao Paulo (19). Le secteur informel apparaît donc comme important même dans les centres développés du Brésil (cf. tableau 5).

Ceci posé, il convient cependant de préciser que contrairement à l'expérience des pays développés, le taux de sous-emploi reste toujours très élevé. Le flux de passage de la main d'oeuvre entre les deux secteurs formel et informel, ainsi qu'entre le chômage et l'inactivité, est constant. Dans le cas du Brésil, ces flux sont encore accentués par le libre droit de licenciement instauré par la dictature. Tous ces facteurs donnent une caractéristique de très grande flexibilité au fonctionnement du marché du travail.

Quelle que soit la dimension envisagée (salaire minimum, règles de formation des salaires, reconnaissance du syndicalisme et législation du travail, importance du marché "informel"), le rapport salarial au Brésil apparaît comme fortement spécifique et tributaire d'une histoire complexe. Si, en aucun cas, il ne saurait être qualifié de "fordien" au sens donné à ce terme à propos de l'étude des formations sociales capitalistes développées (Etats Unis, France ...), différentes avancées dans le sens de la "fordisation" ont été menées avec un degré de matérialisation effective très inégal. Un des points centraux, cependant, de la spécificité brésilienne en matière de rapport salarial est constitué par l'énormité du secteur "informel" et par le rôle structurel qu'il joue dans la régulation macro-économique d'ensemble. En ce sens, on pourrait dire que la boucle "quasi-fordienne", concernant certains segments du salariat industriel formel, se trouve comme saisie dans une régulation d'ensemble qui demeurerait de type concurrentielle. L'énorme poids quantitatif du secteur informel, comme aussi le jeu des expulsions vers ce secteur en cas de récession, ou au contraire de sa contraction relative au bénéfice du secteur formel en cas d'expansion, semblent tenir la place que tiennent les



ajustements -du salaire et du niveau de l'emploi- dans les modes de régulation qualifiés de concurrentiels. La nature et les modalités des ajustements sont cependant ici atypiques par rapport à ceux décrits à propos des formations sociales d'ancienne industrialisation. Nous reviendrons sur ce point (Cf. section III) mais il nous a paru utile à ce niveau d'attirer l'attention sur ce point crucial.

TABEAU 5 : DISTRIBUTION DE LA POPULATION ACTIVE SELON LE TYPE D'OCCUPATION - 1983

(%)

Type d'occupation	Activités Agricoles		Total
	Activités Agricoles	Activités non Agricoles	
		São Paulo	Brésil
Salariés avec carte de travail	4,0	51,1	34,3
Salariés sans carte de travail	33,8	25,7	30,7
Travailleurs indépendants	30,3	15,5	22,2
Travailleurs non rémunérés	28,7	3,7	9,7
Employeurs	3,2	4,0	3,1
Total	100	100	100

-27-

Notes de la Section II

- (1) Pour une discussion sur le salaire minimum au Brésil voir SABOIA João, Salário Mínimo - A Experiência Brasileira, LPM, Porto Alegre, 1985.
- (2) On parle ici du salaire minimum à São Paulo. Dans les autres régions, la perte varie selon le coût de vie dans chacune d'entre elles.
- (3) Voir Boletim DIEESE, São Paulo, Février 1986.
- (4) Précisons, en effet, qu'il existe aussi au Brésil un salaire familial censé venir compléter le salaire minimum individuel ; ce salaire familial équivaut à 5 % du salaire minimum pour chaque enfant.
- (5) Pour une discussion de la politique salariale de la période voir DIEESE, Dez Anos de Política Salarial, São Paulo, 1975
- (6) Pour une discussion de la politique salariale pendant le gouvernement FIGUEIREDO voir SABOIA João, Qual é a Questão da Política Salarial, Brasileira, São Paulo, 1985.
- (7) Le Décret-loi 2065 d'octobre 1983 établissait l'indexation intégrale (100 % de l'inflation) pour les niveaux inférieurs à trois salaires minimum et à 80 % de l'inflation pour la partie du salaire supérieure à trois salaires minimum. La possibilité d'augmentation des salaires était pratiquement éliminée puisque limitée à la croissance du PIB par tête dans une période de crise économique.
- (8) Il était fréquent à cette époque de voir les entreprises licencier leurs employés juste avant qu'ils atteignent 10 ans d'ancienneté.
- (9) Les militaires ont créé le Fonds de Garantie par Temps de Service (FGTS) constitué à partir des contributions des employeurs (8 % du salaire mensuel). Les travailleurs bénéficient des prestations versées par le FGTS en cas de licenciement injustifié ainsi qu'en d'autres circonstances spécifiques (mariage, achat de logement, ...).
- (10) Voir RAIS. Ce point sera développé ultérieurement.
- (11) Pour avoir droit à l'assurance chômage instituée par le Plan CRUZADO, il faut avoir cotisé à la sécurité sociale un minimum de 36 mois pendant les derniers 48 mois avant le licenciement. L'allocation chômage s'établit à la moitié du dernier salaire perçu. Elle varie de 0,7 salaire minimum (niveau le plus bas) à 1,5 salaires minimum (niveau le plus élevé). Elle est limitée à un maximum de 4 mois pour chaque période de 18 mois.
- (12) Malgré les critiques portées contre la thèse du dualisme secteur formel/secteur informel, il reste beaucoup à faire pour envisager de manière adéquate le fonctionnement du marché du travail dans les pays en voie de développement.
- (13) En l'absence de série fiable d'évolution de la production, le PIB par tête a été retenu comme indicateur. Le PIB par tête a l'avantage de

- représenter la mesure officielle de la productivité utilisée pour la politique salariale dans la majeure partie de la période étudiée. Néanmoins, cet indicateur sous-estime sans doute la productivité dans l'industrie manufacturière ; cette dernière ayant, en effet, subi un important processus de modernisation pendant la période.
- (14) Les données relatives aux salaires dans l'industrie manufacturière de cette section proviennent de OCIO, Domingo, Salários e Política Salarial, Revista de Economia Política, avril/juin 1986.
 - (15) Il convient de ne pas oublier le fort mécanisme redistributif de la loi salariale au cours de la période 1979/1982 et la compression généralisée à partir de 1983.
 - (16) Voir OCIO, 1986, op. cit.
 - (17) Seules les entreprises du secteur formel ont l'habitude de signer la "carte de travail" de leurs employés. Malgré l'illégalité de la non-signature de la "carte de travail" au Brésil, on dénombre plusieurs millions de salariés sans carte de travail signée et donc sans droit à la sécurité sociale.
 - (18) Les travailleurs non rémunérés se concentrent notamment dans les activités agricoles ou dans les entreprises familiales.
 - (19) Pour les fonctionnaires, il existe une législation spéciale n'incluant pas la carte de travail signée. Pour être précis, il faudrait les soustraire du total. Selon les données officielles, ils correspondent à environ 2 millions de personnes (4 % de la PEA).

III REGIME D'ACCUMULATION ET MODE DE REGULATION :

IV ESSAI DE CARACTERISATION

Parvenu au terme de cet essai, nous nous proposons dans cette ultime section de réunir les différents éléments d'analyse avancés, pour tenter une première caractérisation d'ensemble du Régime d'Accumulation Brésilien. Nous le ferons en trois temps. D'abord, sera esquissée une lecture en sections productives (paragraphe 1). Puis nous nous efforcerons de mettre à jour les rapports non visibles -mais essentiels- qui se nouent entre type d'articulation entre sections productives d'un côté et forme de rapport salarial de l'autre (paragraphe 2). Une vue d'ensemble pourra alors être proposée (paragraphe 3).

1 UNE LECTURE EN SECTIONS PRODUCTIVES

L'intérêt d'une lecture en sections productives est qu'elle permet une première caractérisation sur deux dimensions clés de l'accumulation :

- Le degré de cohérence entre sections productives, notamment pour ce qui concerne les rapports entre les sections I et II.
- Les modalités de l'insertion de l'économie (brésilienne) dans l'économie mondiale, et ce au-delà du seul coefficient import-export/PIB qui indique le volume des transactions externes.

1° Un montage a-synchrone des différentes sections productives

Si l'on tient compte des performances par périodes, mais qu'au delà, l'on a en vue le point d'arrivée de l'ensemble du processus, quelques remarques peuvent être faites :

La première, et sans doute la plus singulière, consiste à observer -en poussant les choses à leur extrême- que c'est à des périodes distinctes qu'ont été édifiées les différentes sections de l'économie (1). On peut exprimer les choses autrement en disant que chacune des "périodes" est marquée par une décomposition nettement différente de la contribution relative des différentes sections de l'économie à la croissance. Ainsi,

et très schématiquement, on peut faire les observations suivantes :

1 Section I L'appréciation de la contribution de la section I peut, sur la base des données disponibles, être menée de façon désagrégée, en distinguant SI/A -biens d'équipement- et SI/B -biens intermédiaires-.

Si l'on considère tout d'abord le montage de SI/A on observe alors que, pour l'essentiel, c'est dans la foulée du modèle "d'import/substitution" dans la période du PLANO DE METAS, que la sous-section SI/A des biens d'équipement a connu sa plus forte croissance absolue : + 26,4 %. Cette période (1955/1962) est aussi la seule durant laquelle la contribution à la croissance du secteur des biens d'équipement occupe une position leader par rapport à toutes les autres sections (2). Pour le reste, après une décroissance absolue (- 2,6 %) pendant la période 1962/1967, l'autre grande poussée de SI/A s'effectue pendant le "miracle" (1967/1973). Ici cependant SI/A ne joue plus le rôle leader ; celui-ci étant tenu par la section de biens de consommation durables

(respectivement 18,0 % contre 26,6 %). De plus une partie significative de cette croissance de SI/A est associable à d'immenses projets de mise en valeur dont la rationalité économique fut à l'évidence discutée au Brésil.

SI/B -section des biens intermédiaires- occupe une position médiane. Elle paraît à toutes les périodes "tirée" par SI/A et SII, présentant une croissance à peu près régulière, plus modérée et obéissant à de moindres fluctuations que toutes les autres sections. Toutefois, une période particulière est hautement remarquable : celle qui va de 1973 à 1980 et qui est consécutive au "choc pétrolier". Hors les phases récessives, c'est la seule période pendant laquelle SI/B est supérieure à SI/A. On se souvient que c'est la période que CASTRO qualifie de "marche forcée". La thèse de l'auteur suivant laquelle elle fut celle d'une adaptation "structurelle" par investissements et montée interne de la production des biens intermédiaires trouve ici une certaine évidence statistique.

2 Section II Pour apprécier l'établissement de cette section, il faut se tourner vers d'autres périodes et la vision change. C'est fondamentalement pendant le "miracle" que le secteur des biens de consommation durables "explose" : + 26,6 %, ce qui signifie que la dynamique, d'abord induite par le PLANO DE METAS où SI joue le rôle moteur, est inversée par le modèle imposé par la dictature qui voit l'explosion de SII. Ce "régime" particulier obtenu à des conditions sur lesquelles on reviendra, s'avérera durablement insoutenable. Dans toutes les phases qui suivent le "miracle" la consommation des biens durables restera nettement inférieure à sa moyenne de longue période (3).

Ainsi pour fixer les choses en les forçant quelque peu, on dira que :

SII/B (biens de consommation durables) se construit principalement au cours de deux périodes : le "METAS" et le "miracle".

SI s'établit surtout pendant le "METAS" où il joue le rôle moteur et bénéficie, quoique de manière seconde, du régime du "miracle". Notons encore que dans SI, les biens intermédiaires connaissent une phase privilégiée pendant la période d'après le "miracle" consécutive au "choc pétrolier".

Même si des explications ultérieures doivent confirmer ce point, un premier enseignement de cette approche est que SI et SII s'édifient ainsi de façon relativement a-synchrone.

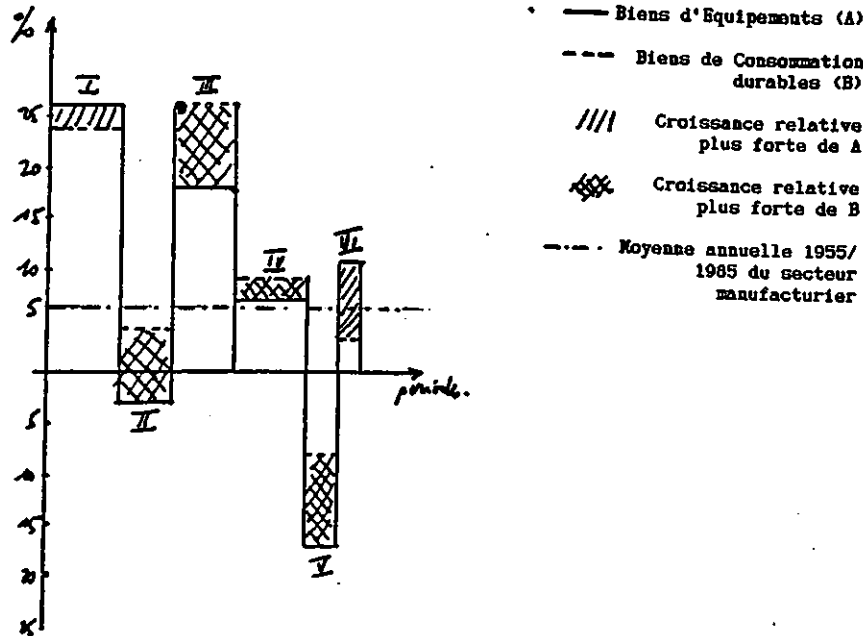
2° Une articulation relativement déséquilibrée

Les observations faites à propos du montage historique en différentes périodes peuvent être poursuivies si l'on envisage, période par période, les rapports qui sont entretenus entre différentes sections. Les données clés ont été regroupées dans l'encadré ci-contre. L'intérêt d'une telle présentation des données, outre de confirmer la caractéristique spécialement heurtée de la croissance, réside en ceci qu'il permet quelques remarques plus fines concernant l'articulation entre sections :

1 Tout d'abord est remarquable la réversibilité des rapports d'entraînement SI-SII. Même si la période considérée est marquée par la domination de la croissance relative de SII/SI (cas des périodes II, III, IV, V couvrant 21 des 30 années examinées), elle s'ouvre et se ferme sur

ENCADRE 1

LES RAPPORTS S1-S2 DANS L'ACCUMULATION BRÉSILIENNE



Histogramme 1 : Contribution de S1 et S2 à la croissance du PIB suivant les 6 périodes de base

Périodes de l'Histogramme

Croissance des Biens d'Équipement > Croissance des Biens de Consommation durables	I	VI
Croissance des Biens de Consommation durables > Croissance des Biens d'Équipement	II - III - IV - V	

Alternance des phases de croissance relative plus forte de S1 et S2

Périodes	I	II	III	IV	V	VI
Différentiel de croissance	- 2,5 %	+ 6,7 %	+ 8,6 %	+ 1,9 %	+ 8,8 %	- 8,5 %

Différentiel de croissance relatif S1-S2

(valeurs positives : S1 > S2 / valeurs négatives : S2 > S1)

une relation inverse : en 1955/62, comme en 1983/85, ce sont les biens d'équipement qui ont la plus forte contribution relative à la croissance. Les périodes III et V sont elles-mêmes fortement marquées et "tirées" par la gigantesque croissance de SII pendant le "miracle". Mais tout se passe comme si cette torsion du régime d'accumulation se révélait, à l'analyse des périodes ultérieures, avoir rencontré des barrières infranchissables et dès la phase IV, la croissance baisse significativement avant la brutale récession de 1980/83.

2 A chacune des périodes, le différentiel S1-SII est significatif. Sur l'ensemble des 30 ans considérés il atteint même une très forte amplitude allant de - 2,5 % à + 8,8 % soit un écart absolu de 11,3 %.

Ces deux séries de données indiquent clairement qu'au cœur de l'instabilité de la croissance brésilienne se trouve l'instabilité des rapports sectoriels eux-mêmes.

Plus précisément encore, la contradiction centrale repérable à ce niveau paraît être la suivante :

- Alors que la demande adressée à la section des biens de consommation durables constitue le vecteur central d'entraînement et fortement de période - Celle-ci varie elle-même relativement brusquement et provoque, en période provoquant, comme c'est souvent le cas, des fluctuations encore plus prononcées de la production des biens d'équipement.

3* La contrainte extérieure : les modes d'insertion de l'économie brésilienne dans l'économie mondiale

A s'en tenir à l'examen des seuls comptes extérieurs de l'économie brésilienne, quelques remarques peuvent être faites permettant de préciser les traits spécifiques de la dynamique de l'accumulation brésilienne dans l'économie mondiale.

Les observations clés sont ici les suivantes :

* Une économie intravertie Qu'il s'agisse des imports ou des exports, le degré d'ouverture de l'économie brésilienne apprécié en pourcentage de la PIB reste relativement bas. En ce sens, le processus de l'accumulation d'ensemble peut être considéré comme relativement intraverti. Même en fin de période où le rapport export/PIB croît significativement, la dynamique d'ensemble brésilienne doit être nettement distinguée par exemple de celle qui anime la Corée du Sud ou d'autres pays d'Asie du Sud Est dont l'orientation est nettement de type "exports led growth" ; caractérisation qui ne convient pas au cas de l'économie brésilienne.

* Une internationalisation "internalisée" Le paradoxe cependant est que, quoique intravertie- l'économie brésilienne n'est pas moins fortement internationalisée. Les différentes statistiques disponibles relatives à l'orientation de l'investissement international -notamment, mais non exclusivement, dès la décennie 1970- montrent une énorme pénétration des multinationales dans l'économie brésilienne (4). De même que les statistiques indiquant le pourcentage de multinationales parmi les 50 ou 100 premières firmes installées au Brésil par branche, montrent un

coefficient de pénétration interne des multinationales très élevé. C'est en ce sens que l'on a pu parler d'une forme d'internationalisation de l'économie brésilienne particulière qualifiée de "internationalisation internalisée". Elle indique en tous cas, qu'au delà des seuls coefficients d'ouverture de l'économie mesurés par les échanges extérieurs, l'internationalisation de l'économie brésilienne doit aussi être appréciée via la présence des multinationales sur le sol brésilien.

* Une forte pression externe La dernière observation (cf. Graphique 3) consiste à noter que relativement équilibrée jusqu'à 1973, la balance commerciale, à partir de cette période, subit un net déséquilibre dont elle ne sort, à partir de 1983, qu'au prix d'une très profonde récession interne qui voit les importations baisser drastiquement (de 22,955 milliards de dollars en 1980 à 13,937 milliards de dollars en 1984). Si l'on se tourne vers la composition des imports, et mis à part le cas particulier du pétrole, ce sont les biens d'équipement et les biens intermédiaires qui occupent la position clé, et tout particulièrement pendant la période de haute croissance du "miracle" (Cf. Tableau 6). Le "coût du miracle" peut se lire ici en toutes lettres. Il signifie l'entrée pour le Brésil dans une période de déficit chronique de la balance commerciale, elle-même, qui aboutira à l'ajustement forcé que constitue la brutale récession de 1980/83 (5). Une remarque analogue peut être faite si l'on se tourne vers la balance des capitaux. C'est au cours du "miracle" qu'explose l'endettement extérieur. À l'origine directe de cette explosion, c'est bien entendu le "choc pétrolier" de 1973 qu'il faut invoquer mais c'est aussi à cette période que le grand endettement brésilien a été contracté pour financer l'accumulation interne liée au projet des militaires ; cet endettement, qui sera sans cesse reconduit et qui s'amplifiera, apparaît en fin de période comme une des hypothèques majeures pesant sur le développement de l'accumulation brésilienne (Cf. tableaux 7/1 et 7/2).

2 SECTIONS PRODUCTIVES ET RAPPORT SALARIAL

Au-delà des formes de codification et de la manière dont elles ont contribué à la formation des revenus salariaux réels, quelques enseignements doivent maintenant être tirés concernant le régime d'accumulation sur lequel s'est effectuée la croissance et qui permettent de compléter ceux déjà tirés d'une lecture en sections productives. Après avoir rappelé, de ce point de vue, le rôle primordial du "miracle" (1'), on insistera sur le rôle de la relation formel/informel (2') avant de proposer une caractérisation d'ensemble.

1' Le "miracle" : une distorsion qui marque toute la période

Si l'on consulte le graphique 2, les courbes livrent quelques enseignements clés.

Après une période où productivité et salaires fluctuent faiblement autour d'une ligne plate, dès 1968, le modèle du "miracle" prend son essor. Il introduit une série de trends qui ne seront modifiés (et pour tout dire inversés) qu'avec la crise et la brutale récession imposée au pays à partir de 1981. Les traits centraux du "miracle", et qui se sont prolongés pendant la période 1974/80, peuvent être rapportés à quelques éléments clés.

Graphique 3: Importations et Exportations - 1960/1985

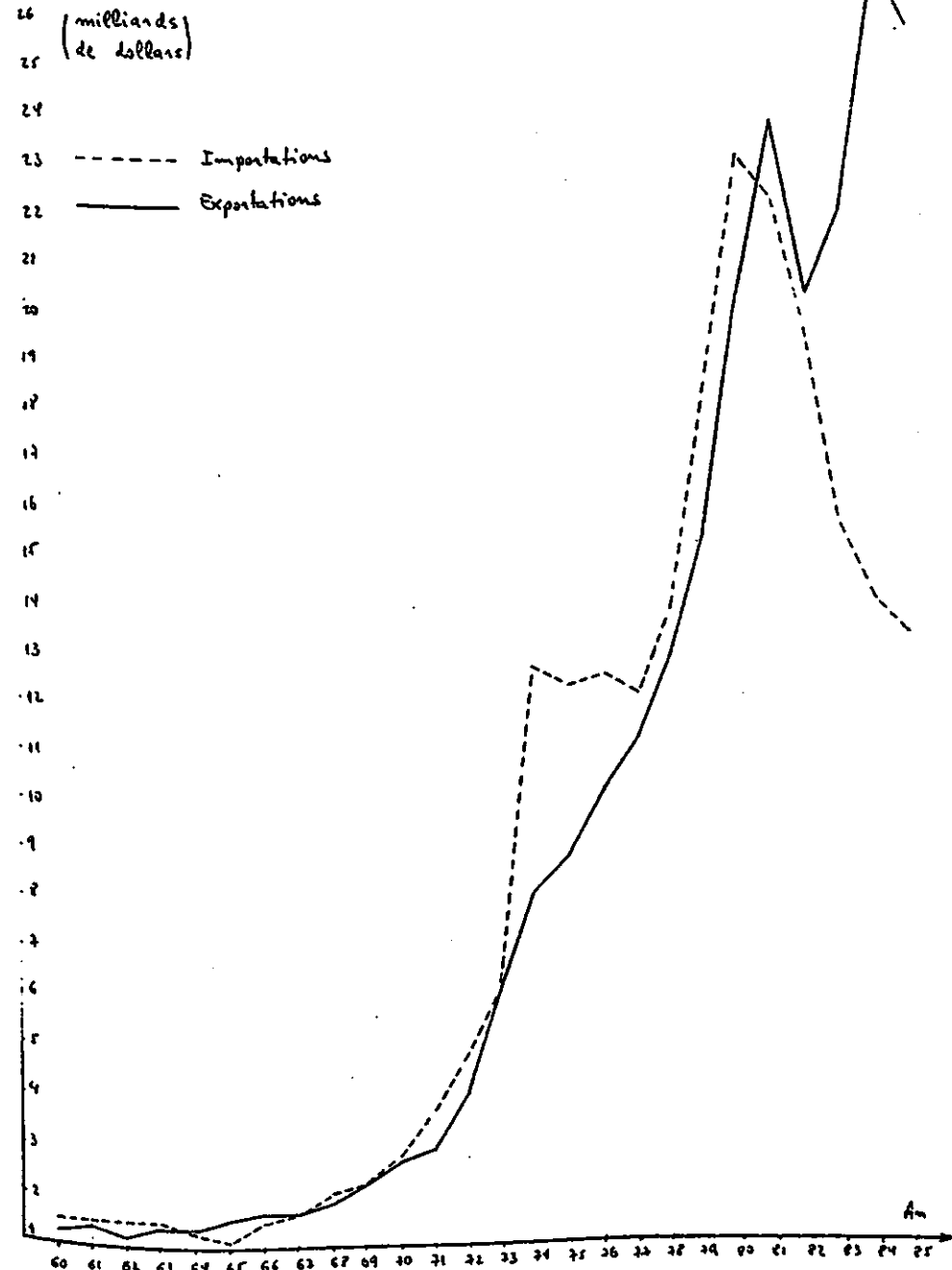


Tableau 6 : DISTRIBUTION DES IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS - 1966/1985

Années	Combustibles et lubrifiants		Biens d'Equipelement		Céréales	Produits Chimiques Organiques	Métaux non-ferreux		Acier	Autres
	(%)									
1966	14,6	26,9	11,4	6,4	8,4	5,7	26,6			
1970	11,2	36,5	4,5	5,7	5,8	6,4	30,2			
1975	25,4	32,2	3,0	4,3	3,0	10,3	21,8			
1980	44,4	19,1	5,4	4,9	3,6	2,6	20,0			
1985	47,0	18,9	5,6	5,5	1,7	1,3	20,0			

Source : CACEX

L'EXPLOSION DE LA DETTE BRÉSILIENNE

(1971/1978)

Tableau 7.1 - Dette extérieure et service de la dette (en millions de dollars des E.U., aux prix courants)

	1971	1972	1973	"1973"	1974	1975	1976	1977	1978
BRÉSIL									
Service de la dette brute	1467	1942	2654	2021	3171	4011	5064	6511	8200
Service de la dette nette	1424	1811	2327	1854	2853	3665	4602	6153	7950
Exportations (marchandises)	2904	3991	6199	4363	7951	8670	10120	12120	12059
Ratio du service de la dette brute	50,5	48,7	42,8	46,3	42,4	46,5	50,2	53,7	68,0
Ratio du service de la dette nette	49,0	45,4	37,5	42,5	38,4	41,3	47,4	50,6	62,9
Dette extérieure brute	6622	9511	12572	9572	17163	21171	25905	32000	42500
Dette extérieure nette	4899	3118	6156	5463	11001	13135	19441	24744	31500
Produit National Brut	64340	74871	90227	76479	106664	125212	143198	156556	180000
Ratio de la dette extérieure brute	10,3	12,7	13,9	12,5	15,6	16,9	18,1	20,2	24,2
Ratio de la dette extérieure nette	7,6	7,1	6,8	7,1	10,3	13,7	13,6	15,6	17,6

Tableau 7.2 - Financement du Déficit Externe (millions de dollars courants des E.U.)

	1971	1972	1973	"1973"	1974	1975	1976	1977	1978	Moyenne 74-78
BRÉSIL										
Intérêts reçus	43	131	327	167	718	764	582	328	640	471
Intérêts versés	-174	-544	-908	-609	-1448	-1861	-2591	-2443	-2324	-2239
Dividendes	-412	-310	-530	-417	-524	-522	-790	-1320	-1528	-446
Autres revenus de facteurs	8	8	10	9	-1	-78	-120	-33	-44	-51
Transferts officiels	20	23	16	20	-2	-10	-4	1	3	-1
Investissements directs	536	370	1341	816	1264	1090	1212	1678	1820	1425
Investissements de portefeuille	1295	3115	2768	2493	3271	4926	6993	4540	9456	6228
Erreurs et omissions	-9	438	355	361	-64	-35	1024	-114	293	122
Changement dans les réserves	-481	-2431	-2102	-1740	959	1018	-2433	-308	-1624	-1134
Financement externe net	924	1000	1072	999	6277	4913	3818	1649	2745	3650
Financement externe total	1510	1834	2510	2025	8279	7306	6699	5439	7617	7068

Source : Chiffres établis par BECA BELASSA, Le Nouveau Pays Industriel dans l'Economie Mondiale, Ed. Economica, 1986, p. 82-85

A partir d'une extension très vigoureuse de la productivité, de 104 en 1967 on passe à 167 en 1973 et 226 en 1980 (6), s'effectue une différenciation accélérée des salaires en trois classes :

- Une classe dont les salaires sont sans cesse nettement supérieurs à ceux des gains de productivité (cadres de direction) qui constitue l'une des origines de la demande des biens de consommation durables caractéristique du modèle et qui relève d'un processus qu'on qualifiera de "fordisation par le haut".
- Une classe dont le salaire croît à peu près régulièrement mais ne bénéficiant que partiellement des gains de productivité. Incontestablement, cette classe de salaires contribuera aussi à alimenter la demande de biens durables, quoique de manière moins régulières.
- Une classe (celle des non qualifiés) dont le salaire reste (malgré les forts gains de productivité) stagnant ; notons qu'une petite progression se manifeste toutefois à partir de la seconde moitié des années 1970, l'entrée en lutte active du mouvement ouvrier jouant ici clairement un rôle explicateur décisif. L'évolution de cette classe de salaires est à référer à celle du salaire minimum qui connaît une chute pendant toute la période du "miracle".

Ces données sont encore confirmées et précisées (tableau 4) si l'on se réfère aux évolutions de la concentration des revenus. A un niveau fortement agrégé la distorsion dans la distribution des revenus imposée par le modèle apparaît ici encore avec évidence.

En bref, le modèle du "miracle" peut être clairement résumé : compression des bas salaires, concentration des revenus et explosion des hauts salaires ; une classe intermédiaire (ouvriers qualifiés-techniciens) voyant son pouvoir d'achat enregistrer une progression limitée mais réelle.

Au fond, tout se passe comme si une restructuration accélérée du salariat, en cohérence avec le primat des biens durables et le maintien d'une main d'œuvre à bon marché pour garantir la rentabilité du capital, s'était affirmée comme élément clé de la haute croissance. Ainsi, la structuration imposée par le "miracle" "tord" le régime d'accumulation en gestation pendant le METAS par ses deux bouts :

- D'une part, une croissance énorme et relativement artificielle des classes de salaires les plus hauts comme base de la demande des biens de consommation durables. Celle-ci étant relayée par certains salaires intermédiaires qui ont aussi connu une certaine progression.
- D'autre part, un tassement, à un bas niveau, des revenus ouvriers les plus faibles chargés d'alimenter les grandes industries en main d'œuvre à bon marché (7).

De là, l'instabilité de l'accumulation et le déséquilibre des rapports entre sections productives qui avait déjà été noté. La demande des biens de consommation émanant des revenus hauts et intermédiaires est insuffisante pour assurer à soi-seule une accumulation de type "intensive" cependant que les autres classes de salaires ne peuvent tenir le rôle - complémentaire - que de manière irrégulière et chaotique (8).

Il convient de noter que si cette relation salaires/biens de consommation durables souffre d'un manque de régularité et de stabilité, elle demeure cependant suffisamment vigoureuse pour déterminer l'allure et

le mouvement d'ensemble de l'accumulation et lui fournir l'élément clé de ses ressorts internes. Au delà de la seule période du "miracle", c'est cette relation centrale qui imprime ses traits de base à la période dite de la "marche forcée" (1973/80).

Pour comprendre, à la fois, le rôle entraînant dans la croissance de cette relation mais aussi l'irrégularité de son évolution, il faut se tourner vers un élément complémentaire. Le point décisif est ici constitué par le rôle, à la fois, accompagnateur et de "limite à la baisse" dans la formation de la demande que joue le secteur informel. On a déjà souligné son importance quantitative ; rappelons seulement qu'en marche ordinaire, il constitue souvent quelques 40 à 50 % des travailleurs des secteurs urbains. Son rôle de pivot, dans les crises, peut être apprécié plus finement à l'occasion de l'examen des ajustements qui se sont effectués sur la marché du travail au cours de la récession 1980/83.

2° La relation formel/informel

Dans le coeur de la crise et de la récession, la fonction remplie par le secteur informel de l'économie apparaît de manière particulièrement évidente. Elle peut être appréhendée en se référant à un ensemble de mouvements :

- * Une première série d'observations est relative aux taux de chômage tout au long de la récession : 2,8 % en 1979, 4,3 % en 1981, 4,9 % en 1983 au plus profond de la crise (9). Même à São Paulo, la région la plus touchée, le taux de chômage est resté à un niveau relativement modéré entre 1980 et 1983 (au-dessous de 10 %). Ceci est à mettre en rapport avec l'extraordinaire extension du secteur informel pendant la récession. Si en 1979, 59,9 % des salariés possédaient la carte de travail (10), en 1983 ce pourcentage descend à 52,8 %. Même dans les secteurs plus dynamiques de l'économie il y a une croissance du marché informel du travail -industrie de transformation, services de transports et de communications, etc...-. La tendance à la croissance du secteur informel est donc généralisée (cf. tableau 8).
- * Un autre symptôme de la croissance du secteur informel pendant la crise est l'augmentation du nombre des travailleurs indépendants. En 1979, ils représentaient 12,9 % de la population active de São Paulo et, en 1983, 15,5 %.
- * Un troisième mouvement caractéristique est constitué par la chute du volume des heures effectives de travail pendant la crise ; ce qui pourrait être expliqué par une augmentation du travail précaire, typique du secteur informel. Ainsi, si en 1979, 15 % de la population brésilienne travaillait moins de 40 heures par semaine, en 1983, ce pourcentage remonte à 21 %.

Si l'on considère les modifications internes à la composition du secteur formel les changements sont là aussi remarquables (11). Les travailleurs de l'industrie ont été les plus touchés avec une réduction presque un million d'emplois entre 1980 et 1983 (-15 %). La distribution des travailleurs selon le niveau de qualification évolue nettement. Les travailleurs ayant moins de 5 ans de scolarité ont vu leur participation dans l'emploi du secteur formel baisser de 48 % en 1980 à 41 % en 1983. Dans le même temps, les jeunes travailleurs ont rencontré d'énormes

difficultés pour rentrer dans le secteur formel pendant la crise. Ainsi, la participation des travailleurs âgés de 30 ans ou moins est tombée de 53 % à 49 % de l'emploi total dans la période. Les plus jeunes (en dessous de 18 ans) sont passés de 7 % à 5 % de l'emploi du secteur formel.

Enfin, les données parmi les plus significatives du secteur formel qui permettent de dresser un tableau plus complet -celles relatives à la rotation de la main d'oeuvre- sont cohérentes avec les données précédentes. Le libre droit au licenciement fait qu'environ 2/3 des cessations de contrat de travail l'ont été sur décisions des employeurs. Ce pourcentage a augmenté, entre 1980 et 1983, pour atteindre 72 %. Seuls 19 % des départs étaient volontaires, tout le reste provenait de mises à la retraite, de transferts, etc ... Les ajustements dans le niveau de l'emploi pendant la récession ont été accomplis plutôt à partir d'une chute dans les flux annuels d'entrants dans le secteur formel qu'au travers d'une augmentation du total des sortants. Le tableau 7 montre que les embauches sont passées de 9,6 millions en 1980 à 8,8 millions en 1981 et 7,9 millions en 1983. Pendant la même période, la chute dans le nombre des cessations annuelles de contrat de travail a été modérée. Ainsi, il y a une très forte baisse du taux d'embauche et une baisse moins marquée du taux de cessation de contrat de travail pendant la période. Le taux de rotation de la main d'oeuvre qui atteignait 55 % des travailleurs en 1980, a été réduit à 44 % en 1983, ce qui représentait encore un niveau très élevé. La durée moyenne du contrat de travail a augmenté pendant la récession, ceci s'expliquant plutôt par la chute des départs volontaires que par la réduction du nombre des licenciements. En 1983, cette durée d'emploi moyenne était de moins de deux ans pour ceux dont on avait mis un terme au contrat de travail pendant l'année et de 5 ans pour ceux qui continuaient d'être employés (tableau 9) (12). C'est sur la base de tels éléments plus qualitatifs, et qui viennent compléter ceux, quantitatifs, relatifs à l'énormité du poids du secteur informel, que l'on a suggéré l'hypothèse qu'en fin de compte le rapport salarial au Brésil reste dominé par des modes d'ajustement "concurrentiels" à condition cependant d'en préciser immédiatement leurs caractères hautement spécifiques. Ce n'est pas directement par ajustement à la baisse du salaire et expulsion dans le chômage que les ajustements concurrentiels se manifestent. Mais par un jeu complexe d'expulsion dans le secteur informel qui reste toujours dynamique et qui a un rôle complémentaire clé dans la dynamique industrielle du pays.

TABLEAU 8 : ROTATION DE LA MAIN D'OEUVRE PENDANT LA CRISE AU BRÉSIL - 1980/1983

	1980	1981	1982	1983
Embauches (en millions) (1)	9,6	8,8	9,2	7,9
Cessation du contrat de travail (en millions) (2)	8,6	8,7	8,4	8,0
Emploi (en fin d 'année) (en millions)	17,1	17,2	18,0	17,8
Flux total d'emplois (en millions) (3)	25,7	25,9	26,4	25,8
Taux d'embauche (E)	0,58	0,51	0,53	0,44
Taux de cessation du contrat de travail (C)	0,52	0,50	0,48	0,45
Taux de rotation (R)	1,55	1,51	1,50	1,44
Durée moyenne des contrats de travail cessés (en mois)	17	19	20	23
Durée moyenne des contrats de travail en vigueur (en années)	4,6	4,8	4,8	5,0

SOURCE : RAIS

E = (1) / emploi moyen dans la période

C = (2) / emploi moyen dans la période

R = (3) / emploi moyen dans la période

TABLEAU 9 :

POURCENTAGE DE SALAIRES AVEC CARTE DE TRAVAIL, SELON LE SECTEUR - 1979/1983

(8)

Secteur	1979	1981	1983
Agricole			
Industrie de Transformation	13,5	13,3	10,7
Industrie du Bâtiment	87,3	85,4	84,2
Autres Industries	67,9	55,0	33,3
Commerce	86,0	84,6	78,1
Prestations de Services	75,5	73,6	73,2
Services Auxiliaires	39,9	37,1	34,4
Transports. et Communications	79,3	78,4	76,9
Activités Sociales	84,5	84,4	84,1
Autres Activités	64,8	63,7	59,0
	92,9	91,7	91,8
TOTAL	59,9	58,1	52,8

SOURCE : PNAD / IBGE

- 43 -

3 UNE VUE D'ENSEMBLE : LES FORMES PARTICULIERES DU BOUCLAGE MACRO-ECONOMIQUE

Sur la base des différents éléments dégagés au cours de paragraphes précédents, une première caractérisation des formes particulières du bouclage macro-économique, propre au régime d'accumulation brésilien, peut être tentée.

Trois aspects s'avèrent essentiels :

- 1 L'existence d'une boucle de type "fordienne" (articulant section II et section I) est bien présente et sans doute, c'est du moins ce que l'on a soutenu, joue-t-elle un rôle primordial. Il faut pourtant immédiatement remarquer que sa puissance, en tant que vecteur moteur de la croissance, est considérablement limitée par le fait qu'elle n'est nullement assise sur les deux règles d'automatisme clés caractéristiques des contrats fordien (indexation et partage des gains de productivité). L'effectivité de l'indexation, comme la réalité du transfert des gains de productivité aux salaires, restant largement dépendants des rapports de forces, ils évoluent de concert avec les lignes d'une considérable différenciation entre catégories de revenus suivant les périodes. Il en résulte la forte instabilité de toute la croissance déjà repérée comme l'un des traits centraux du processus d'accumulation au Brésil. Plus précisément encore, on peut dire que l'insuffisance de la demande formée dans le secteur formel du marché du travail a pour effet de faire tenir un rôle clé mais paradoxal au marché informel. Ce point explique le second caractère central.
- 2 le rôle clé et paradoxal du secteur informel. A un premier niveau, nul doute que le secteur informel tient un rôle clé et "positif" dans le bouclage macro-économique. Ce rôle apparaît comme complémentaire, mais aussi indispensable, dans la formation de la demande des biens de consommation durables eux mêmes. Il concourt ainsi au bouclage SI-SII. En période de crise ou de récession, le secteur informel est le secteur refuge de catégories de salariés expulsés du secteur formel et permet qu'une limite à la baisse de la demande se manifeste. Dans la situation d'instabilité, ou pour le moins de défaut de régularité, qui caractérise la demande du secteur formel, le secteur informel assume un rôle régulateur "second". A l'inverse cependant, l'importance et l'énormité du secteur informel, la fonction de réserve et de refuge qu'il assure, jouent incontestablement un rôle dans la marche chaotique et sans cesse interrompu de la fordisation du rapport salarial. A l'extrême limite, et pour faire image, on dira que dans la codification de la législation de fabrique brésilienne les absences d'éléments aussi décisifs qu'une garantie de revenu en cas de cessation de travail, un pouvoir d'achat maintenu en cas d'inflation ... ne peuvent perdurer que grâce au (ou à cause) rôle tenu par l'informel. Son existence, son importance, sa vitalité fonctionnent comme des limites à une véritable fordisation des rapports de travail et de revenus et, ce malgré des poussées en ce sens d'un mouvement ouvrier qui a retrouvé sur la base d'un grand dynamisme une capacité réelle d'influer sur le cours des négociations collectives. C'est ainsi qu'on a soutenu que dans le bouclage macro-économique d'ensemble le marché informel joue un rôle clé mais hautement paradoxal.

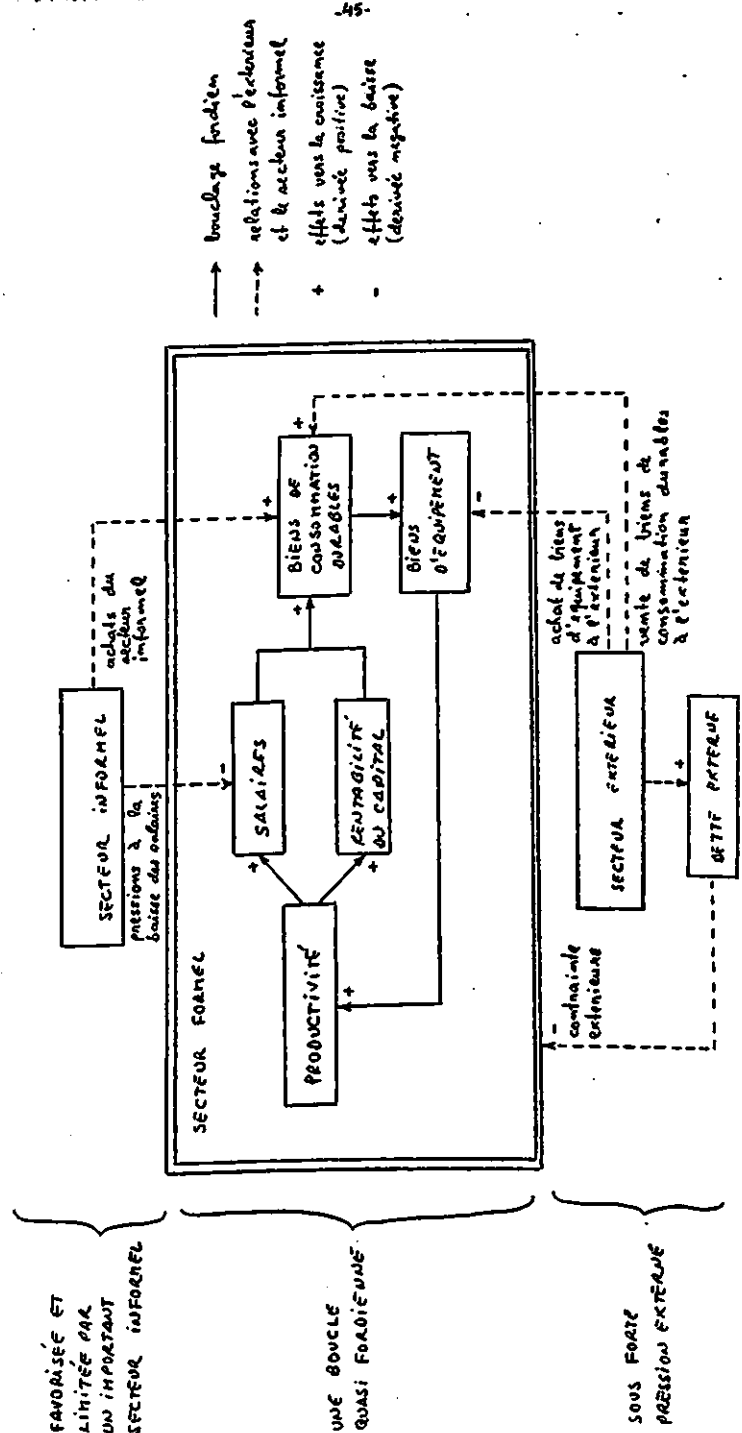
Une autre expression de cette dimension paradoxale a été suggérée lorsqu'a été mis en avant l'idée que le rapport salarial au Brésil pouvait en bref être caractérisé comme incluant une boucle fordienne (ou mieux, quasi-fordienne) mais qui serait elle-même saisie dans des ajustements concurrentiels du fait des rapports étroits d'attraction/expulsion qui se nouent entre secteurs formel et informel en cas d'expansion ou de récession. L'ubiquité de ces modes d'ajustements d'ensemble prend toute son ampleur si l'on ajoute que tous les emplois du secteur informel, s'ils sont par essence déprotégés, n'en sont pas pour autant tous sous-payés. Certains résultats d'enquêtes récentes font apparaître que des secteurs très modernes (celui par exemple de la micro-informatique) abritent aujourd'hui un nombre significatif d'emplois de techniciens ou d'ingénieurs dont les revenus sont ceux des couches supérieures du salariat. De là l'idée que certains segments du travail informel participent de la demande adressée à la section des biens de consommation durable bas de gamme mais aussi haut de gamme.

3 Les contradictions générées par le bouclage financier interne et externe.

Si l'on s'attache à poursuivre dans l'énoncé des traits spécifiques aux formes de bouclage macro-économique dans l'économie brésilienne, il convient de s'arrêter sur un troisième trait. Il consiste à observer la manière dont, périodiquement, l'accumulation brésilienne potentiellement formidablement puissante butte sur le même obstacle : celui du bouclage financier de l'accumulation. D'abord limité à un déficit chronique du bouclage interne (inflation et déficit des finances publiques), sa dimension principale s'est, à partir de 1973, focalisée sur le déficit des paiements extérieurs et un accroissement gigantesque de l'endettement extérieur.

De report en report, le bouclage est désormais, sans ambiguïté aucune, structurellement affronté à l'endettement externe. Cette pression constante qu'exerce l'endettement externe sur l'accumulation interne a conduit, au début des années 1980, le Brésil, qui s'en était longuement défendu, à devoir accepter finalement les lignes classiques d'ajustement économique imposées partout dans le monde dans ce même type de situation par le FMI. En dehors de cette période qui peut être considérée comme exceptionnelle, la permanence de cette contrainte de bouclage ne nous paraît pas discutable. Dans l'encadré 2 on s'est efforcé d'en donner une représentation schématique que l'on peut résumer de la façon suivante : l'accumulation interne est financée par appel à un fort endettement externe (biens d'équipement et intermédiaires notamment), celui-ci à son tour exige le maintien d'une forte capacité exportatrice qui se traduit par une pression à la baisse sur les salaires (ou une dévaluation du taux de change et donc une croissance de l'inflation). Les éléments de fordisation du rapport salarial repérés rencontrent ici une deuxième série d'obstacles, ceux que font peser les exigences d'un endettement ayant atteint des dimensions colossales.

ENCADRÉ 2 : UNE FORDISATION DOUBLEMENT CONTRAÎNÉE



Notes de la Section III

- (1) Par section productive, nous entendons ici surtout la section II - biens de consommation durables- et la section I -biens d'équipement- (pour la commodité de l'analyse nous décomposerons cependant à l'occasion entre sections I/A et I/B, respectivement, biens d'équipement proprement dits et biens intermédiaires).
- (2) La période récente -1983/1985- est trop courte et instable pour que l'on puisse parler d'un éventuel rôle important de la section SI/A. Sa croissance correspond à une reprise pour combler la chute consécutive de la période 1980/1983.
- (3) On ne discutera pas ici l'importance relative de la section des biens de consommation non-durables qui, malgré sa taille et une certaine régularité, a toujours joué un rôle secondaire dans la dynamique industrielle de longue période. Il suffit de remarquer que sa croissance moyenne, dans la période 1953/1965, a toujours été nettement inférieure à celle des autres sections productives. Il nous paraît donc bien plus pertinent d'examiner la relation Biens d'Équipement / Biens de Consommation Durables, relation dont l'intelligence est riche d'enseignements les plus significatifs concernant le cas brésilien.
- (4) Cf. par exemple CEPPII, Industrie mondiale : La compétitivité à tout prix, Economica 1986, qui indique (tableau p. 69) que 30 % de l'emploi et 44 % du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière sont -à un titre ou à un autre- contrôlés par des entreprises étrangères (chiffres pour la décennie 1970/1980).
- (5) Et ce, bien que la composition des exports -au début de la décennie 1970- se modifie substantiellement pour faire tenir un rôle central aux exports de biens manufacturés ; tendance qui, depuis, ne fait que s'affirmer toujours plus nettement.
- (6) La valeur de 1961 correspond au niveau 100.
- (7) On a aussi souvent soutenu qu'une main d'oeuvre "disciplinée" et à bon marché a constitué l'un des piliers les plus sûrs du "miracle" et de l'appui général aux multinationales qui, pendant les décennies 60 et 70, ont massivement investi au Brésil.
- (8) Cela n'a pas évité l'accès des salariés à une partie du marché des biens de consommation durables, plus spécialement le bas de gamme (poste de radio, téléviseur noir et blanc ...). Voir SABOIA J., 1983, op. cit.
- (9) Cf. les chiffres déjà indiqués section II.
- (10) Sur la signification de la possession de la carte de travail cf. note (17) de la section II.
- (11) Les données sur le secteur formel ont été prises à partir de la RAIS (statistiques collectées par le Ministère du Travail).

- (12) Pour une discussion plus complète sur les modifications dans le marché du travail au Brésil pendant la crise, voir SABOIA João, Transformações no Mercado de Trabalho no Brasil durante a Crise - 1980/1983, Revista de Economia Política, Juillet/Septembre 1986.

CONCLUSION

L'ÉCHEC D'UNE FORDISATION FORCÉE

S'il faut, de ce processus complexe, donner une caractérisation simple, ne fut-ce qu'à titre d'hypothèse interprétative, on dira que, après la phase (relativement classique) d'import/substitution, ce qui constitue son expérience spécifique provient de la déformation raisonnée imprimée par le "modèle" du miracle. Celui-ci, longtemps après, marque toujours l'économie brésilienne. Pour rester cohérent avec notre approche et l'interpréter dans les catégories qui lui sont propres, on avancera en bref que, rétrospectivement, ce "modèle" peut être caractérisé comme une tentative de "fordisation par le haut" et "forcée", ce qui fait que pour cette raison même, il butera sur des obstacles qui consommeront l'échec de la tentative. Précisons ce point.

Si il y eut tentative de fordisation c'est au regard de la montée de la relation clé SI-SII par l'impulsion donnée au secteur des biens de consommation durables et vers laquelle le Brésil donne l'impression aujourd'hui encore de courir. Si cette fordisation, cependant, fut largement "forcée", le point clé réside aussi dans le fait qu'on a tenté d'asseoir la consommation de masse (des biens durables) sans la faire reposer sur un type de rapport salarial qui seul durablement la rend possible. Dans le secteur formel lui-même aucunes règles d'automatisme d'indexation sur l'inflation, ni de transferts ou de partages des gains de productivité, n'ont été véritablement édifiées, pour ne rien dire de la très grande faiblesse et disparité du système des prestations sociales. Les réajustements par rapport à l'inflation n'ont été effectués que de manière chaotique, en tous cas sans les indispensables régularités assurant elles-mêmes une croissance et une stabilité suffisantes de la demande interne. De même, le régime salarié connaît des évolutions formidablement divergentes, nourrissant un considérable accroissement des inégalités. C'est en ce sens que, si tentative de fordisation il y eut, celle-ci fut alimentée par le haut et a finalement reposé sur une base, à la fois, trop instable et trop étroite. On a indiqué sur ce point, le rôle hautement ambivalent -paradoxal a-t-on dit- tenu par l'existence d'un énorme secteur informel. Les rapports intimes qui s'établissent entre les deux secteurs formel et informel déterminent un rapport salarial hybride. Pour en approcher la nature on soutiendra ici qu'il ne s'agit pas d'un rapport salarial à "deux vitesses" (il n'existe aucun segment du salariat, même formel, couvert par des dispositions institutionnelles clairement fordienne) mais que le Brésil présente le cas d'un rapport salarial où les mécanismes d'ajustement aux fluctuations économiques, principalement concurrentiels, abritent, nourrissent et reproduisent en leur sein une boucle quasi-fordienne de fait.

Ces considérations qui concernent la gestion de la demande doivent encore être complétées en prenant en compte les facteurs de blocage qui se sont manifestés du côté de l'offre et les contradictions générées par les moyens déployés pour tenter de les surmonter. La montée en puissance du secteur I -pour lequel les perspectives d'une rentabilité à court et moyen termes sont souvent très difficiles- ne s'est faite qu'au moyen d'un énorme endettement externe et interne, quand elle ne fut pas assurée plus platement par une simple émission monétaire. Malgré les

diverses mesures d'épargne forcée, prises à différentes périodes, l'accumulation à sans cesse buté sur les conditions de son bouclage financier. En fin de période, les contraintes nées de l'endettement externe sont si fortes et si puissantes qu'elles absorbent une part considérable des revenus du pays et menacent même dans son fondement un modèle jusque là relativement intraverti.

Fordisation "forcée" mais toujours saisie dans des modes de régulation largement concurrentiels et fordisation doublement contrariée, le régime d'accumulation brésilien doit cependant être soigneusement distingué d'autres régimes qui, de leur côté, ont connu aussi des périodes longues de croissance rapide. Il apparaît donc comme hautement spécifique et ne saurait être comparé, par exemple, ni à celui d'autres pays réputés NPI desquels il a souvent été rapproché (Corée du Sud), ni à celui d'un pays tel que le Japon qui s'est comme le Brésil illustré par des performances de "haute croissance" pendant des décennies et duquel d'autres analyses ont tenté de le rapprocher aussi.

Ainsi, et ce pourrait être l'enseignement final -mais non le moindre- de cette étude, toutes les catégorisations et tous les essais de regroupements de pays effectués à partir de l'une (ou plusieurs) de leur(s) caractéristique(s) la(les) plus apparente(s) (les performances exportatrices, la "haute croissance" ...) risquent d'aboutir à des généralisations très hâtives dès lors que le long travail visant à mettre à jour le jeu complexe des déterminations et des cohérences internes n'est pas mené jusqu'au bout.



PUBLICAÇÕES DO IEI EM 1987

TEXTOS PARA DISCUSSÃO

	Nº de páginas
107. PROCHNIK, Victor. <u>O macrocomplexo da construção civil.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 107)	143
108. TAVARES, Ricardo A.W., <u>Aritmética política ou natural? (Demografia: Fuga em quatro movimentos).</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 108)	26
109. TAUILÉ, José Ricardo e OLIVEIRA, Carlos Eduardo Melo de. <u>Difusão de automação no Brasil e os efeitos sobre o emprego. Uma resenha da literatura nacional.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 109)	47
110. SILVEIRA, Caio César L. Prates de. <u>Plano Cruzado : A dramática reversão de expectativas.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 110).	30
111. TAUILÉ, José Ricardo. <u>Automação e Competitividade: uma avaliação das tendências no Brasil.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 111).	150
112. ALMEIDA, Júlio Gomes de e ORTEGA, José Antonio. <u>Financiamento e desempenho financeiro das empresas industriais no Brasil.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 112)	119
113. PROCHNIK, Victor. <u>Estrutura e dinâmica dos complexos industriais na economia brasileira.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 113)	51
114. FONSECA, Manuel Alcino da. <u>Uma análise das relações estruturais da economia brasileira.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 114)	25
115. JAGUARIBE, Anna Maria. <u>A política tecnológica e sua articulação com a política econômica. Elementos para uma análise da ação do estado.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 115)	76
116. SOUZA, Isabel R.O. Gómez de. <u>Referencial teórico para a análise da política social.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão, 116)	28
117. FIORI, Jorge e RAMIREZ, Ronaldo. <u>Notes for a comparative research on self-help housing policies in Latin America.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão 117)	28
118. BENETTI, Carlo. <u>Valor, excedente e moeda.</u> IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão 118)	19

Nº de
páginas

119. MOREIRA, Maurício Mesquita. Progresso Técnico e Estrutura de mercado: a indústria internacional de telecomunicações. IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão 119) 81
120. LOPES, Fernando Reis; SERRANO, Franklin Leon Peres. Marx e a Mercadoria Força de Trabalho. IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão 120) 34
121. FIGUEIFEDO, José B.; TAVARES, Ricardo. O Componente Demográfico no Desenho das Políticas de Desenvolvimento Urbano. IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, 1987. (Discussão 121) 35